Comme l'on pouvait s'y attendre de la part des auteurs concernés, le livre « La réforme monétaire – Bientôt une réalité ! » vient enrichir un débat qui reste malheureusement encore trop mal interprété : celui relatif à l'un des changements les plus importants à apporter au système financier mondial. »

Colin Hines
Auteur, *Localisation - a global manifesto*

« Je suis heureux de voir deux bonnes idées se combiner en une stratégie unique. Je vous souhaite à tous deux de réussir dans votre projet ! »

Bernard Lietaer
Auteur, *The Future of Money*

« C'est une idée géniale pour aborder une question qui n'a jamais été aussi urgente. James Robertson s'attaque à un problème sur lequel reposent toutes nos inquiétudes et, comme toujours, il le fait avec clarté et brio. »

George Monbiot
Auteur, *The Age of Consent*

« *Une présentation admirablement claire de deux idées très importantes qui pourraient être complémentaires bien qu'aucune d'entre elles n'ait vraiment besoin du soutien de l'autre. »*

Richard Douthwaite
Auteur, *The Growth Illusion* and *Short Circuit*

« Cette proposition de Messieurs Robertson et Bunzl marquera un nouveau point de départ de discussion sur les méthodes et moyens réalistes et pratiques qui serviront à changer la société mondiale et à la rendre plus juste. La combinaison de la réforme monétaire et de la prise de décision démocratique au-delà des frontières nationales pourrait représenter une solution gagnante pour les deux concepts. Elle trouvera un écho positif car de plus en plus de personnes à travers le monde prônent la création de nouvelles valeurs de vie afin de promouvoir les changements nécessaires à l'instauration d'un ordre mondial plus juste et plus démocratique. »

Prof. Dr. Margrit Kennedy
Auteur, *Interest and Inflation Free Money*

Les auteurs

James Robertson

Après avoir suivi des études de lettres classiques, d'histoire et de philosophie à l'Université d'Oxford, il a travaillé au gouvernement, à Londres. Il était membre du personnel du Premier Ministre, Harold Macmillan, dans le cadre de sa visite en Afrique en 1960, qui fut alors qualifiée de « Wind of Change » (Le vent du changement"), puis il passa trois ans au gouvernement. Il devint alors Directeur de la recherche interbancaire pour le compte des grandes banques britanniques.

Depuis les années 70, il devint écrivain et conférencier à titre indépendant. Au cours du milieu des années 80, il fut un co-fondateur éminent de The Other Economic Summit (TOES) (l'Autre sommet économique) et de la New Economics Foundation (Nouvelle fondation d'économie politique).

Son livre le plus célèbre est certainement *The Sane Alternative* (1978, 1983). Parmi ses livres et rapports récents, l'on peut citer entre autres :

- *Transforming Economic Life* (pour UK Schumacher Society), 1998 ;
- *The New Economics of Sustainable Development: A briefing for policy-makers* (pour la Commission européenne), 1999 -
    a) Kogan Page, Londres,
    b) Editions Apogée, Paris (*Changer d'Economie : ou la Nouvelle Economie du Développement Durable*),
    c) Bureau des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg.
- *Creating New Money : A Monetary Reform for the Information Age,* avec le Professeur Joseph Huber (New Economics Foundation), 2000.

Au mois d'octobre 2003, à la 24ème conférence annuelle du Centre de recherches de Pio Manzu, Rimini, Italie (qui est étroitement lié aux Nations unies), une médaille d'or lui fut décernée pour la « contribution remarquable en faveur d'une nouvelle économie politique fondée sur des valeurs sociales et spirituelles » qu'il avait apportée au cours des 25 dernières années. Lors d'une session sur le « Partage des ressources limitées et le changement de cap » (« Sharing Limited Resources And A Change Of Course ») il a présenté « Le rôle de l'argent et de la finance : comment transformer une partie centrale du problème en une partie centrale de la solution » (« The Role of Money and Finance: Changing a Central Part of the Problem into a Central Part of the Solution »).

E-mail : robertson@tp2000.demon.co.uk
Web : **www.ecoplan.org/tp2000**

John Bunzl

Après avoir suivi des études de langues modernes et des études de commerce en France, en Suisse et en Italie, John Bunzl s'est engagé dans une carrière commerciale, le négoce de matières premières pour l'industrie papetière et, plus récemment, dans la vente de papiers techniques spéciaux, destinés essentiellement aux secteurs des filtres et des abrasifs et au secteur médical.

Ce n'est que récemment que John Bunzl s'est intéressé aux affaires internationales et à la théorie de E.F. Schumacher et, en 1998, l'idée de la politique simultanée lui est venue soudain à l'esprit. Elle représente pour lui un moyen potentiel qui serait capable de supprimer les barrières entravant la résolution des nombreux problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui. En 2000, il a fondé l'Organisation Internationale de Politique Simultanée [International Simultaneous Policy Organisation (ISPO)] et a lancé la campagne sur la politique simultanée. En 2001, il a présenté cette campagne dans son premier livre qui porte le même nom. Depuis lors, cette campagne a gagné progressivement du terrain et suscité le soutien, entre autres, de citoyens, de militants, d'organisations non gouvernementales, de politiciens et d'hommes d'affaires.

Il est directeur de société. Il est marié et a trois enfants.

E-mail : **jbunzl@simpol.org**
Web : www.simpol.org

La réforme monétaire - *Bientôt une réalité !*

James Robertson

et

John Bunzl

Organisation Internationale de Politique Simultanée
Londres

Première édition en 2003 par
International Simultaneous Policy Organisation
P.O. Box 26547, London, SE3 7YT, UK.

www.simpol.org info@simpol.org
Tél. +44 (0)20-8464 4141

© James Robertson et John Bunzl 2003

James Robertson et John Bunzl ont revendiqué leur droit de co-auteurs au titre de la Loi de 1988 sur le copyright, la propriété industrielle et les brevets.

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire toute partie de cette publication, de l'enregistrer dans un système de collecte de données et de la transmettre sous quelque forme que ce soit ou par tout moyen, électronique, mécanique, en la photocopiant, en l'enregistrant ou d'une autre manière, sans avoir obtenu l'autorisation préalable de l'Organisation Internationale de Politique Simultanée.

Cette publication est répertoriée à la bibliothèque nationale britannique (British Library)

ISBN : 0-9546727-0-4

Page de couverture conçue par Lloyd Allen, Orbit Graphic Communication

Imprimé par Antony Rowe Ltd., Chippenham, Wiltshire, UK.

La réforme monétaire
– Bientôt une réalité !

TABLE DES MATIERES

Résumé (par James Robertson et John Bunzl)……..

1. Une perspective historique (par James Robertson ……...

2. La réforme monétaire aujourd'hui (par James Robertson)...

3. Le concept de la politique simultanée (par John Bunzl)....

4. Un plan d'action pour la réforme monétaire (par James Robertson et John Bunzl)...…....
……...……...…

Adoption de la politique simultanée ….…….……..…

Bibliographie et autres sources d'information.

RESUME

Par James Robertson et John Bunzl

La pression monte progressivement en faveur d'une nouvelle économie politique car la mondialisation, sous sa forme actuelle, devient en effet de plus en plus contestée. Ce climat se conjugue d'ailleurs au sentiment d'inquiétude suscité par l'impérialisme américain. La nouvelle économie politique devra combiner deux éléments : l'*efficience économique*, pour répondre aux besoins des peuples dans un esprit de *justice*, et *l'utilisation modérée* des ressources naturelles (« durabilité environnementale », selon l'expression consacrée). Des changements seront nécessaires au niveau des institutions économiques et politiques actuelles, tout particulièrement celles impliquées dans les hautes sphères de l'argent et de la finance.

Une action internationale sera vitale pour mettre en place ces changements. A titre d'exemple pratique, et pour expliquer la méthode de mise en œuvre qui pourrait être nécessaire, ce livre étudie l'éventualité de combiner deux propositions présentées en Angleterre au cours des trois dernières années. La première concerne la réforme monétaire présentée par Joseph Huber et James Robertson en 2000.[1] La seconde concerne la politique simultanée présentée par John Bunzl en 2001.[2] La politique simultanée consiste en une méthode stratégique générale visant à aplanir les difficultés pour appliquer des réformes souhaitables grâce à leur mise en œuvre de manière simultanée par un nombre suffisant de pays. Cette simultanéité permettra de rejeter les objections selon lesquelles une mise en œuvre par un seul pays entraînerait une fuite de capitaux et un affaiblissement de sa compétitivité au plan international.

Les deux premiers chapitres relatifs à la réforme monétaire sont rédigés par James Robertson. Bien que la plupart des thèmes abordés fassent référence à l'Angleterre, ils s'appliquent aussi, de manière générale, à d'autres pays.

---

[1] Joseph Huber et James Robertson, *Creating New Money: A Monetary Reform for the Information Age,* New Economics Foundation, London, 2000 – résumé dans *World Review,* Vol. 4, No 2, New European Publications, London, 2000.

[2] John M. Bunzl, *The Simultaneous Policy: An Insider's Guide to Saving Humanity and the Planet,* New European Publications, London, 2001 – résumé dans *World Review,* Vol. 5, No 1, 2002.

La perspective historique présentée au chapitre 1 établit quelques parallèles entre les objectifs de la réforme monétaire du 19ème siècle et celle que nous proposons aujourd'hui ainsi que des différences entre cette époque et le 21ème siècle. Cette comparaison suggère que l'évolution historique du système monétaire entre cette époque et la nôtre ouvre la voie à la proposition Huber/Robertson qui incarnera un nouveau pas en avant.

Elle souligne également une différence primordiale entre les deux époques : la réforme monétaire requise aujourd'hui s'inscrit dans un contexte international. Une autre différence est que la sensibilisation actuelle du public devient très large et que le public a pris conscience que le système monétaire et financier doit subir des changements majeurs. Les individus aspirent de plus en plus à un mode de vie plus respectueux de l'environnement, plus juste et plus centré sur l'aspect humain des choses, et à une nouvelle forme de progrès plus pacifique. Ils réfléchissent également à leur place sur la planète. Néanmoins, il devient de plus en plus évident pour tous que ces aspirations ne pourront jamais être exaucées si les méthodes incitatrices et coercitives, qui caractérisent le système monétaire prévalant aujourd'hui et créent un cercle vicieux, continuent à dicter notre mode de vie.

Le chapitre 2 résume la proposition de réforme monétaire publiée dans *Creating New Money* et met en évidence ses implications à l'échelle internationale mais aussi au niveau national. Il aborde certains des principaux obstacles qui sont devenus évidents et certaines objections soulevées par rapport à cette réforme, y compris le risque potentiel de voir une économie nationale pénalisée par une perte de compétitivité internationale.

Le chapitre 3 est rédigé par John Bunzl. Il présente le concept de la politique simultanée et explique de quelle manière il peut être utile aux propositions de réforme monétaire, comme celles présentées dans *Creating New Money,* et également à d'autres réformes préconisées par le Mouvement pour la justice mondiale et par des organisations non gouvernementales (ONG). Il présente de façon plus détaillée les objections que les marchés mondiaux ne manqueront pas de soulever et qui entravent la mise en œuvre de la réforme monétaire. Il explique comment la politique simultanée pourrait surmonter ces objections. Ce chapitre traite également des atouts spécifiques de la politique simultanée, de ses inconvénients éventuels et de la façon de les supprimer.

Le chapitre 4 souligne à nouveau l'importance d'une campagne à l'échelle internationale pour faire aboutir la réforme monétaire. Dans un premier temps, cette campagne s'appuiera probablement sur les organisations non gouvernementales (ONG) puis mobilisera des citoyens du monde entier, amènera les petites entreprises et d'autres secteurs qui souffrent du présent système monétaire, mal adapté à leurs structures. Enfin, elle visera progressivement les principaux acteurs de la vie politique, les partis politiques, les hauts fonctionnaires, les spécialistes de la finance et les économistes.

Ce chapitre et le livre présentent, en conclusion, quelques suggestions pratiques destinées aux défenseurs de la réforme monétaire pour qu'ils puissent la promouvoir

- dans leur propre pays,
- en coopérant à l'échelle internationale,
- et en adoptant provisoirement la politique simultanée.

Remerciements

Nous aimerions remercier sincèrement la contribution financière apportée par The Greening the North Fund et Madame G.J. Bunzl pour les coûts d'impression et de distribution de ce livre. Nous remercions également Monsieur Brian Wills et Monsieur Colin Hines pour l'aide précieuse qu'ils nous ont apportée sur divers points de détail.

CHAPITRE 1

UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE

Par James Robertson

Ce chapitre décrit, d'un point de vue historique, le contexte mondial entourant la proposition de réforme monétaire générale qui a été avancée par Joseph Huber et moi-même dans *Creating New Money*.[3] En bref, cette proposition suggère que les nouvelles émissions de devises officielles (livres, euros, dollars, etc.) ne soient plus réalisées par les banques commerciales, sous forme de **prêts rémunérés** accordés à leurs clients. La création monétaire devrait être réservée aux autorités centrales monétaires (actuellement les banques centrales). Celles-ci les distribueraient à leurs gouvernements respectifs, sous la forme de recettes publiques, **sans intérêt**, afin de les mettre en circulation pour servir des objectifs publics.

La première moitié du 19ème siècle a connu une période de bouleversements économiques et politiques profonds en Grande-Bretagne. Le début du 21ème siècle est une période comparable. Bien que les changements auxquels nous devons faire face aujourd'hui soient mondiaux, les événements du 19ème siècle ayant touché la Grande-Bretagne peuvent nous aider à comprendre quelques enjeux importants à affronter. La réforme monétaire en fait partie.

Au début du 19ème siècle, Thomas Attwood, un réformateur dans le domaine politico-monétaire[4], a joué un rôle crucial dans l'un des grands événements ayant marqué cette époque.

A la tête d'une banque familiale à l'âge de 29 ans, il s'imposa en 1812 auprès des fabricants et des artisans de Birmingham. Il mena une campagne politique pour défendre leurs intérêts et pour s'opposer au monopole exercé, à l'époque, par l'East India Company et à d'autres restrictions gouvernementales affectant le commerce extérieur. Cette campagne confirma que les classes industrielles des villes, c'est-à-dire les chefs d'entreprise et les ouvriers, nés de la révolution industrielle et sous-représentés au Parlement, pouvaient coopérer pour défendre leurs intérêts communs ; et que ces intérêts étaient opposés aux intérêts agricoles, commerciaux et financiers des propriétaires terriens dont les représentants monopolisaient

[3] Joseph Huber et James Robertson, *Creating New Money : A monetary reform for the information age*, New Economics Foundation, London, 2000.

[44] Je fais allusion ici à mon exposé sur Thomas Attwood paru dans B M Insight, Issue 5, 2003 - the Journal of the British Midland Institute and Library, 9 Margaret Street, Birmingham B3 3BS. Pour obtenir de plus amples informations sur lui, veuillez consulter D.J. Moss, *Thomas Attwood: the biography of a radical*, McGill-Queen's University Press, Montreal & London, 1990, et Joseph Hunt, *Thomas Attwood: Hales Owen's Forgotten Genius,* B M Insight, Issue 4 2001.

toujours le Parlement et le gouvernement. Attwood a été considéré comme un radical, suite à cette expérience, par, que ce nous appellerions aujourd'hui « the Westminster Village » (« le village de Westminster »). Il écrit à sa femme en ces termes en 1812 : « Je n'avais jamais pensé rencontrer un jour, dans ce bas monde, une bande d'idiots comme les membres du Palais de Westminster et de la Chambre des communes. Les meilleurs d'entre eux arrivent à peine à la hauteur des pires individus de Birmingham ». Pendant les dix à quinze années qui suivirent, il mit tous les efforts au service de la réforme monétaire et fut amené à jouer un rôle fondamental dans le passage réussi de la grande Loi de réforme parlementaire de 1832.

La transformation de l'économie par la révolution industrielle a exercé une tension sur les institutions et théories monétaires de l'époque. En 1797, les guerres napoléoniennes ont eu pour effet de faire sortir la Banque d'Angleterre de l'étalon-or ; la convertibilité de ses billets de banque en souverains a été suspendue. Entre 1810 et 1819, Attwood a lancé une campagne, qui a finalement échoué, contre le « Bullion Report » (« Le rapport sur l'or »), qui avait été émis par le Parlement et recommandait de réduire le nombre et la valeur des billets en circulation et de restaurer leur convertibilité en or.

Attwood et ses collaborateurs, adeptes de l'école de la « monnaie fiduciaire » demandaient en fait que l'argent soit *redéfini* de façon permanente et d'inclure les billets de banque ainsi que les pièces de monnaie et les lingots. Cette redéfinition a maintenant été acceptée depuis longtemps. Les billets de banque ainsi que les pièces de monnaie sont reconnus comme de l'argent « liquide ». Tout comme les pièces de monnaie, ils sont désormais émis, sans facteur d'endettement, par un organisme gouvernemental, la Banque d'Angleterre. Bien que les billets de banque britanniques portent toujours la mention « I promise to pay … » (« je promets de payer … »), ceci ne représente qu'un vestige insignifiant du passé. Les billets de banque ne sont pas aujourd'hui de simples notes de crédit. Tout le monde sait pertinemment qu'ils représentent du liquide.[5]

Le problème auquel nous sommes confrontés est similaire à celui d'Attwood. Mais notre définition de l'argent devrait maintenant inclure, non seulement les billets de banque et les pièces de monnaie, mais aussi les fonds électroniques créés par les banques sur nos comptes courants. Bien que certaines personnes se prétendant bien informées disent que ces fonds ne sont pas de l'argent mais du crédit, ces fonds électroniques sont maintenant clairement reconnus comme de l'argent qui peut être dépensé directement et immédiatement.[6] Le fait que ces banques commerciales créent toujours ces fonds libellés en devises officielles et que cette création de monnaie génère des bénéfices revenant au privé constitue un anachronisme flagrant.

---

[5] La Loi sur la charte bancaire de 1844 (The Bank Charter Act) a finalement entraîné le monopole de la Banque d'Angleterre sur l'émission des billets de banque en Angleterre et au Pays de Galles. Les banques écossaises et celles d'Irlande du Nord émettent toujours leurs propres billets de banque mais ceux-ci doivent être garantis par des billets de la Banque d'Angleterre. Néanmoins, le nombre et la valeur des billets de banques émis correspond tout simplement à ce qui est nécessaire par rapport aux besoins du public. Ils ne jouent aucun rôle sur le contrôle de la valeur totale de la masse monétaire. Ceci est assuré par l'ajustement des taux d'intérêt, afin de contrôler la demande de fonds non liquides, à savoir les fonds de comptes bancaires créés par des banques commerciales et émis en faveur de leurs clients sous forme de prêts rapportant des intérêts.

[6] Les statistiques monétaires officielles actuelles acceptent ce principe mais soulèvent un problème différent. Elles contiennent d'autres définitions sur la masse monétaire (au sens strict), en se basant sur des agrégats monétaires déroutants appelés M0, M1, M2, M3, M3 élargi M4, etc. Ceux-ci font même partie du voile mystérieux qui enveloppe le système monétaire même dans les pays dits « démocratiques ». La réforme qui fait l'objet de notre discussion les remplacera par une définition claire de l'argent, tout simplement « M » (pour Money).

Dans les années 1820, avec la montée progressive de la pression en faveur d'une réforme parlementaire, Attwood admit que les réformateurs de la politique monétaire devaient coopérer avec les militants qui défendaient d'autres causes radicales. Une de ces campagnes visait à abroger les Lois sur le blé qui appliquaient un tarif douanier sur le grain importé et protégeaient donc les bénéfices du secteur agricole. Ces lois contraignaient les ouvriers des villes à payer des prix plus chers pour les produits alimentaires. En 1829, Attwood réussit à rassembler ces divers groupes qui avaient lancé des campagnes sous la bannière de l'Union politique de Birmingham pour la protection des droits publics (Birmingham Political Union for the Protection of Public Rights), une « nouvelle union politique générale entre les classes populaires et les classes moyennes ». Sa première priorité a été de faire campagne pour réformer la Chambre des communes, qui était devenue, selon Attwood, « le lieu de l'ignorance, de la stupidité et de l'indifférence » peuplé d'individus avides de pouvoir, spécialisés dans la pratique de l'exercice d'influence et de personnes corrompues. Attwood a subordonné, à ce moment-là, la cause de la réforme monétaire à celle de la réforme parlementaire.

Pendant le déroulement de la campagne sur la réforme parlementaire, qui était menée sous sa direction par l'Union Politique de Birmingham (Birmingham Politicial Union), des unions politiques similaires se formèrent dans tout le pays. Des manifestations importantes et des marches sur Londres furent organisées. Attwood eut alors l'occasion de démontrer qu'il était capable non seulement de rassembler des groupes politiques de divers horizons, mais également de combiner une rhétorique radicale tout en maintenant ses partisans sur le chemin de « la paix, de la loi et de l'ordre ». L'objectif étant, comme John Stuart Mill l'a dit ultérieurement, de « donner l'impression d'être prêt à crier son indignation sans pour autant faire dégénérer les manifestations ».

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les manifestations « anti-mondialisation » ayant eu lieu au cours des dernières années dans des villes comme Seattle, Genève et Washington ne correspondent pas vraiment à cette description. Néanmoins, elles ont eu le mérite d'attirer notre attention sur le problème de la réforme des institutions de l'économie politique mondiale et sur la nécessité de changer la forme de développement mondial qui nous a été imposée par le « consensus de Washington ». Bien que les médias ne les aient pas considérées comme des alternatives constructives dans ce sens, elles ont peut-être aidé à préparer à sensibiliser le grand public. Les futurs historiens seront là pour en témoigner.

Au mois de juin 1832, après la promulgation définitive de la Loi de réforme, Attwood fut reconnu comme l'acteur principal de cet événement historique.[7] Il fut nommé citoyen d'honneur de la ville de Londres et rentra à Birmingham à la tête d'une « marche triomphale ». Les ouvriers vinrent gonfler les rangs de cette procession et portaient des bannières glorifiant « Attwood et la liberté ». Sa cote de popularité était alors au plus haut à Birmingham et dans tout le pays.

En 1833, il devint membre du Parlement et le premier des deux députés de Birmingham à avoir été élus à la Chambre des communes après la Loi de réforme. Mais ses pairs se lassèrent de ses discours interminables sur la théorie monétaire. Dès 1834, ils ne le supportaient plus. En 1837, il leur déclara qu'ils étaient

[7] Entre autres, par un contemporain d'Attwood, George Grote, dont les étudiants en lettres classiques associeront son nom à un historien de la Grèce.

« aussi ignorants que des ânes et aussi têtus que des mules ». Il démissionna du Parlement en 1839. Entre-temps, le nouveau représentant de la Banque d'Angleterre à Birmingham décrivit ses idées sur la réforme monétaire comme « ingénieuses » mais « lamentablement inappropriées ». Les économistes le traitèrent de monomaniaque et la description lui est restée. Quelques années plus tard, les billets de banque (monnaie fiduciaire) furent reconnus comme de l'argent réel et les banques commerciales ne furent plus autorisés à créer de l'argent en émettant des billets. Mais ce n'est qu'en 1931 que la Grande-Bretagne est finalement sortie de l'étalon-or. Les USA ont attendu 1973 pour faire de même.

La situation d'aujourd'hui comparée à celle du début du 19ème siècle en Grande-Bretagne

Le début du 19ème siècle a été marqué par de grands changements économiques, sociaux et politiques en Grande-Bretagne. Les révolutions américaines et françaises de 1776 et 1789 enflammèrent les espoirs et accentuèrent les craintes au plan politique. Ce climat latent perdura au cours des guerres napoléoniennes. Au même moment, la révolution industrielle entraîna de grands bouleversements économiques et sociaux et les institutions de la société mirent un certain temps à s'y adapter. Les classes moyennes et ouvrières des villes anglaises étaient mûres pour utiliser la mobilisation comme un outil puissant de changement. C'est dans ce contexte que Attwood et d'autres comme lui luttèrent pour obtenir une réforme monétaire et politique en Grande-Bretagne.

Par contre, les problèmes économiques, politiques et environnementaux qui affectent nos vies aujourd'hui sont de nature mondiale. Les adaptations et les réformes dont nous avons besoin sont mondiales, mais aussi nationales et locales. Nous savons tous que « Penser mondialement et agir localement » n'est pas suffisant. Sans changement au niveau supranational, les institutions qui exercent un pouvoir économique et politique aujourd'hui, comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, l'Union européenne, etc. continueront à limiter notre liberté, et nous ne pourrons pas décider de notre avenir comme nous l'entendons. Un bon nombre d'entre nous ressentent un sentiment d'interdépendance et de réciprocité à l'égard de personnes vivant dans des régions du monde moins privilégiées et se sentent responsables pour aider à réformer les structures mondiales du pouvoir dans leur intérêt et également dans le nôtre.

Néanmoins, il existe une chose que quantité d'entre nous partagent avec Attwood, c'est une prise de conscience que le système monétaire do**it être actualisé**. Pendant plus de deux siècles la démocratie politique s'est répandue à travers le monde, grâce à Attwood et à d'autres personnes comme lui. Mais nous avons négligé notre capacité à canaliser le pouvoir de l'argent dans l'intérêt du grand public. Nous n'avons pas réussi à aligner notre système financier sur des principes de justice économique et sur les réalités de l'Ere de l'information, à tel point que la confiance dans la démocratie même en est sérieusement ébranlée.

Il **convient de maîtriser** démocratiquement le pouvoir financier des sociétés multinationales. Pour ce faire, un nouveau cadre devra être créé avec ces composantes :

- émission de recettes publiques au niveau mondial, incluant les impôts,
- engagement de dépenses publiques au niveau mondial, par exemple pour les activités des Nations unies et

- utilisation d'une devise mondiale, élaborée à partir d'un concept similaire aux Droits de tirage spéciaux (DTS)[8] du FMI.

Ce nouveau cadre mondial devra être contrôlé beaucoup plus efficacement au niveau supranational que ne le sont aujourd'hui les institutions monétaires et financières. Il pourra répondre plus équitablement et plus efficacement aux besoins des peuples du monde entier. Un système monétaire international basé sur une ou deux devises superpuissantes comme le dollar américain et (comme l'espèrent certains) l'euro, profite en fin de compte aux pays qui émettent ces devises, aux dépens du reste du monde.

Pour nous, en Grande-Bretagne, l'euro met en évidence le lien existant entre la démocratie et le système monétaire. Malgré tous les efforts qui ont été déployés pour nous persuader que l'abandon de la livre pour l'euro représenterait une évolution positive, nos concitoyens se méfient de plus en plus. Pourquoi ne pas envisager l'euro comme une devise parallèle, à côté de la livre ? Pourquoi l'euro devrait-il nécessairement être géré par une autorité monétaire centralisée imposant des taux d'intérêts et une monnaie « à taille unique » à des peuples et pays aux intérêts très divers ? Il est évident que les pressions qui seront exercées au cours du 21ème siècle en faveur d'une mondialisation et d'une localisation accrues requièrent un système monétaire qui soit davantage pluraliste. Cela permettrait à différents moyens de paiement et à différentes devises d'évoluer aux niveaux local et mondial, en laissant aux personnes et aux organisations le choix d'utiliser la devise qu'ils trouvent la plus pratique et la plus adaptée selon différentes situations.[9]

Par conséquent, comme pour les devises nationales, les devises d'outre-Manche et la future devise mondiale, nous devrions encourager les devises qui sont émises par des autorités gouvernementales locales dans le cadre d'une circulation locale. Nous devrions aussi favoriser des systèmes de paiement officieux, établis par des groupes de collectivités locales (comme LETSystems), des groupes de services sociaux locaux (comme Time Banks) et des groupes d'affaires locaux (comme la coopérative WIR en Suisse). En termes techniques, tout comme la monnaie fiduciaire aurait pu être acceptée en tant que nouvelle base du système monétaire à l'époque d'Attwood, l'argent électronique pourrait désormais faciliter l'utilisation de différentes devises pour des **utilisations diverses**.

Ce facteur technique ouvre également la voie à la réforme monétaire au niveau national. La monnaie dématérialisée non liquide (c'est-à-dire l'argent créé par les banques, déposé sur des comptes bancaires et transféré entre elles par des technologies informatiques et de télécommunications modernes) est désormais prépondérante. Environ 97 % de la masse monétaire de ce pays sont créés sous cette forme par les banques commerciales et seulement 3 % des billets de banque et des pièces de monnaie sont émis par la Banque d'Angleterre et l'Institut royal d'émission de la monnaie (Royal Mint). Les banques commerciales créent *ex nihilo* (à partir de rien) de la monnaie non liquide, en l'appelant ~~du~~ **"crédit"** et la comptabilise sur les comptes courants de leurs clients comme ~~des~~ **prêts** rémunérés. Ces opérations leurs génèrent des intérêts annuels de plus de 20 milliards de livres alors que le contribuable perçoit moins de 3 milliards de livres par an sur l'émission des billets de banque et des pièces de monnaie. L'arrêt de la création de monnaie scripturale par les banques

[8] Voir *Sharing Limited Resources: The Role of Money and Finance: Changing A Central Part of the Problem into a Central Part of the Solution,* Exposé de James Robertson à la conférence annuelle du Centre de recherche international de Pio Manzu, Rimini, Italie, octobre 2003 – www.piomanzu.com.

[9] James Robertson, *Forward with the euro AND the pound*, Economic Research Council, London, 2002.

commerciales et le transfert de cette responsabilité aux banques centrales permettrait de dégager environ 45 milliards de livres par an. En effet, les banques centrales seraient chargées de la création et de l'émission de monnaie sans **intérêt** pour le compte du gouvernement qui mettrait alors ces fonds en circulation. Il s'agit de la réforme dont traite tout particulièrement ce livre.[10]

Ceci signifie que :

1) Les impôts et la dette de l'Etat pourront être réduits ou que les dépenses publiques pourront être augmentées jusqu'à hauteur de 45 milliards de livres par an.
2) Le montant des ressources communes, la masse monétaire nationale, deviendra une source de recettes publiques plutôt que de profits pour le privé, ce qui supprimera une injustice économique.
3) Le retrait de la subvention déguisée dont profitent actuellement les banques libéralisera le marché en termes de fonds et de finances et améliorera la compétitivité du secteur bancaire.
4) Une masse monétaire sans **intérêt** facilitera la réduction des niveaux actuels des dettes publiques et privées, lesquelles s'expliquent en partie par le fait que tout l'argent que nous utilisons a été créé sous forme de dette.
5) L'économie deviendra plus stable. Les banques souhaitent inévitablement prêter et leurs clients emprunter davantage d'argent lorsque le cycle économique est au plus haut et moins d'argent lorsqu'il est au plus bas. Par conséquent, lorsque la masse monétaire en circulation dépend du montant que les banques sont disposées à prêter, les retournements de conjoncture et les périodes d'expansion suivies d'un effondrement de l'activité s'en trouvent automatiquement amplifiés.
6) La banque centrale sera mieux à même de contrôler l'inflation si elle décide elle-même et si elle crée directement la quantité de monnaie dont l'économie a besoin. Elle essaie actuellement de contrôler l'inflation indirectement, en élevant les taux d'intérêt (c'est-à-dire le taux auquel les gens empruntent auprès des banques). Mais l'augmentation de coûts générée de cette manière favorise en fait l'inflation. Ceci explique en partie la raison pour laquelle on a laissé l'inflation augmenter régulièrement chaque année de 2,5 % au Royaume-Uni pour éviter la déflation de l'économie.
7) Le climat général sera moins tendu. Actuellement, la **majorité** de l'argent que nous utilisons **est originaire** de la dette et les gens doivent produire et vendre davantage pour servir les intérêts de la dette et la rembourser. Ce problème pourrait être évité si l'argent était mis en circulation sans **intérêt**.

Parmi les propositions concernant notre réforme, Joseph Huber et moi-même avons décidé de l'appeler « la réforme du seigneuriage ». Le seigneuriage représentait les bénéfices réalisés par les monarques et les personnes détenant le pouvoir local, grâce à la frappe et l'émission de monnaie. Dans les sociétés démocratiques de l'Ere de l'information, la réforme proposée permettra de restaurer la prérogative de l'Etat, dès à présent et pour le compte de tous les peuples, et de transformer la mise en circulation de la masse monétaire en recettes publiques.

Les leçons tirées du début du 19ème siècle en Grande-Bretagne

[10] Cette réforme est décrite par Joseph Huber et James Robertson, *Creating New Money: A monetary reform for the information age*, New Economics Foundation, London, 2000.

La campagne en faveur du Projet de loi de réforme 1832 a pu réussir grâce au rassemblement de personnes poursuivant des objectifs différents, comme le rejet des Lois sur le blé et la suppression du lien entre l'argent et l'or. En effet, tout le monde était d'accord sur le fait que la réforme parlementaire constituait une étape nécessaire pour atteindre ces objectifs. Aujourd'hui, nous voyons des coalitions d'organisations non gouvernementales progressistes (ONG) dont les principaux objectifs sont différents – davantage de démocratie, promotion des énergies renouvelables, d'une agriculture durable, d'une production plus localisée et adaptée aux besoins des consommateurs locaux, etc. – et ces organisations commencent à soutenir ces idées, non pas pour réclamer des réformes isolées mais pour les intégrer dans un programme dans lequel les réformes monétaires et financières joueront un rôle clé.

Le groupe qui a présenté "Earth Emergency Call To Action" au sommet mondial de Johannesburg, au mois d'août 2002, en est un exemple. Les mesures demandées impliquaient les changements suivants : [11]

- *Remplacer les systèmes d'énergie polluants* dans l'industrie, l'agriculture, le transport et la construction par *des technologies d'énergies renouvelables*,
- *Coopérer au niveau mondial pour réactiver les démocraties locales et relancer les économies locales* – en mettant l'accent sur la production locale pour satisfaire les besoins de la consommation locale et réduire les transports à longue distance de marchandises,
- *Faire de l'agriculture durable une norme mondiale* – en assurant les approvisionnements en produits alimentaires avec un impact minimum sur l'environnement,
- Créer une *démocratie participative pour la planète* – essentiellement en réformant le système de gouvernance mondiale au profit des personnes et de la nature pour que le processus de prise de décision à l'échelle internationale soit ouvert et responsable, dans le cadre d'un statut renforcé et plus démocratique pour les Nations unies,
- *Transférer progressivement les fonds alloués aux dépenses militaires au budget Sécurité de l'environnement* – ce qui permettra de fournir suffisamment d'eau, de nourriture, de soins médicaux, de logements et des moyens d'existence durables pour tous,
- *Transférer les taxes imposées sur la main d'œuvre à l'utilisation des ressources, à la pollution et aux déchets* – pour promouvoir la préservation de l'environnement, une production propre et pour améliorer les conditions sociales et les emplois, et
- *Réformer, à l'échelle mondiale, les systèmes monétaires et financiers* afin de protéger et d'améliorer le bien-être des communautés humaines et l'environnement naturel dont elles dépendent.

[11] Cette déclaration provient de personnes faisant partie de la Schumacher Society, Sustainable Society, Positive News, Gaia Foundation et de the Right Livelihood Foundation. Voir *Positive News*, Special Issue, août 2002. Elle représente une déclaration parmi d'autres déclarations similaires effectuées par la société civile et publiées à l'occasion du sommet de Johannesburg. Parmi les moyens proposés, l'on peut citer un suivi sous forme de travaux préparatoires afin d'instaurer un World Future Council (Conseil mondial sur l'avenir) (voir également Chapitre 3, note 35.

Ces trois derniers points indiquent clairement que la réforme monétaire et financière va jouer un rôle beaucoup plus central que par le passé dans les campagnes actuelles pour instaurer un changement plus important aux niveaux politique et économique. De plus en plus de personnes comprennent désormais que l'argent est synonyme de pouvoir et que les institutions financières d'aujourd'hui nient l'existence de la démocratie. En effet, ces institutions utilisent leur pouvoir pour exploiter les gens et les maintenir dans une situation de dépendance. De plus en plus de personnes comprennent également que l'argent est un système de **notation**, dans le jeu de la vie économique, et que le fonctionnement de ce système est systématiquement vicieux : dans tous les domaines, il récompense des activités indésirables, pénalise celles qui sont souhaitables et déjoue des espoirs de changements bénéfiques.

Bref, les personnes qui font campagne pour le changement dans de nombreux domaines vont de plus en plus percevoir la réforme monétaire et financière comme un élément crucial pour réaliser leurs objectifs. Tout comme leurs prédécesseurs, à l'époque de Thomas Attwood, considéraient que la réforme parlementaire était vitale pour atteindre les leurs. La proposition spécifique de réforme monétaire dont nous discutons dans ce livre en représente un élément fondamental.

CHAPITRE 2

LE REFORME MONETAIRE AUJOURD'HUI
Obstacles et objections
Par James Robertson

La réforme proposée

La réforme spécifique constituant l'objet de notre discussion concerne des devises publiques comme la livre, le dollar et le yen qui appartiennent à des nations, et l'euro qui appartient à un groupe de nations. A l'avenir, elles incluront une véritable devise mondiale qui n'existe pas encore.

Les Etats sont chargés d'assurer le maintien de la valeur de leurs devises nationales respectives et de fournir les services publics indispensables à l'ensemble de la population. A cet égard, ces devises sont différentes des types de devises de nature plus privée et des quasi-devises qui sont utilisées par des groupes locaux (comme **les** LETS **(**en français: S.E.L. **: Systèmes d'Echanges Locaux**) ou certains groupes d'entreprises (comme le club suisse WIR) pour réaliser des transactions entre leurs membres, et des points de fidélité, air miles, etc. qui sont émis par les sociétés au profit de leurs clients ou fournisseurs et que ceux-ci peuvent alors les utiliser comme un moyen d'échange.

Dans l'ère plus pluraliste envisagée au chapitre 1, avec une utilisation de devises à plusieurs niveaux, les principes de la proposition de réforme des devises nationales s'appliqueront à d'autres devises officielles. Elles comprendront des devises locales pour répondre aux besoins des collectivités locales dans leurs villes respectives, et une devise mondiale pour répondre aux besoins de la communauté mondiale comme moyen d'échange transnational. Un des principes est que le profit (ou le « seigneuriage ») qui provient de ce type de création monétaire devrait constituer des recettes publiques et non demeurer l'apanage de sociétés privées. Un autre principe est que ces devises publiques devraient être émises sans **intérêt** et non en tant que dette remboursable, accordée en contrepartie d'un paiement d'intérêts. Nous reviendrons brièvement sur les effets de ce système sur la réforme monétaire internationale.

Entre-temps, pour récapituler le chapitre 1, la proposition de réforme monétaire nationale est la suivante :

1) Comme les autorités monétaires nationales, les banques centrales devront créer de l'argent non liquide (c'est-à-dire de l'argent comptabilisé sur des comptes bancaires) ainsi que du liquide (c'est-à-dire les billets et les pièces de monnaie). Elles devront créer, ex nihilo, à intervalles réguliers, les montants qu'elles estiment nécessaires pour augmenter la masse monétaire. Elles devront remettre ces montants à leurs gouvernements sous forme de recettes publiques et sans **intérêt**. Les gouvernements devront alors mettre cet argent en circulation sous forme de dépenses publiques.

2) Il sera alors illégal pour quiconque de créer de la monnaie scripturale, libellée dans la devise nationale, tout comme il est illégal de frapper de fausses pièces de monnaie ou d'imprimer de faux billets de banque.

Ceci impliquera les changements suivants :

1) La banque centrale ne régulera plus les augmentations de masse monétaire en manipulant des taux d'intérêt qui sont alors appliqués à la création de monnaie, mise en circulation sous forme de prêts par les banques commerciales. La banque centrale sera directement responsable de décider elle-même du montant exact à créer et à émettre.
2) Il sera interdit aux banques commerciales de créer de la monnaie. Elles devront emprunter l'argent qui existe déjà pour le prêter, tout comme le font d'autres intermédiaires.

En fait, ceci peut être mis en corrélation avec ce qui s'est passé au 19ème siècle en Angleterre avec les billets de banque (voir le chapitre 1). La monnaie électronique scripturale est devenue aujourd'hui une monnaie réelle et il est temps de cesser de prétendre qu'elle ne représente qu'une simple forme de crédit. Tout comme l'émission de billets a fait l'objet d'un seigneuriage, ce principe devrait par conséquent s'appliquer de nos jours à la création de monnaie scripturale. En d'autres termes, le gain généré par la création de monnaie ne devrait plus revenir aux banques commerciales mais être attribué aux recettes publiques. La meilleure estimation disponible est que cette réforme permettrait de dégager 45 milliards de livres de recettes publiques par an, en Grande-Bretagne. Les banques commerciales seraient également dépossédées de leur « subvention » dont le montant est évalué à 20 milliards de livres par an et qui provient actuellement des intérêts applicables à la création de monnaie qu'elles sont autorisées à effectuer.

Les effets bénéfiques de cette réforme, aux plans économique et social, ont été résumés au chapitre 1. Ils sont considérables. En outre, la réforme serait évolutionniste et non révolutionnaire. Depuis la deuxième guerre mondiale, les relations entre la Banque d'Angleterre et le gouvernement ont évolué. De son statut de banque commerciale entretenant des relations privilégiées avec le gouvernement, elle est devenue une agence directe de l'Etat jouant le rôle d'autorité monétaire de celui-ci. Simultanément, les banques commerciales ont poursuivi leur évolution et sont devenues des sociétés agissant sur un marché libre. Elles sont soumises à moins d'obligations en termes de service public et sont soutenues par des subventions et mesures de contrôle gouvernementales. Pour la Banque d'Angleterre comme pour les banques commerciales, la réforme proposée incarne la prochaine étape de ce processus d'évolution.

Seigneuriage et économie mondiale

Quel que soit l'organisme chargé de la création monétaire, deux solutions lui sont offertes : soit donner ces fonds soit en tirer profit en les mettant en circulation par le biais de dépenses ou en les prêtant en contrepartie d'un paiement d'intérêts. Tout comme, selon la réforme nationale proposée, les profits résultant de la création de monnaie nationale seraient alloués à la communauté nationale dans son ensemble, un changement comparable à l'échelle internationale profiterait à la communauté internationale toute entière. La réforme permettrait de remplacer l'utilisation actuelle du dollar américain et d'autres monnaies nationales telles que le yen, l'euro et la livre comme « monnaies de réserve » par une devise mondiale qui

serait émise par une autorité monétaire mondiale. Celle-ci pourrait canaliser les gains d'émission transformés en recettes publiques qui seraient alors dépensées par la communauté internationale. Cette réforme mondiale nécessiterait évidemment le soutien simultané de nombreux Etats. Ce qui ne signifie aucunement qu'un pays ne pourrait entreprendre seul une réforme monétaire. Mais ce serait manifestement plus facile pour une nation agissant à titre individuel si la version mondiale de cette même réforme était inscrite à l'ordre du jour de tous les pays.

En 1995, la Commission sur la gouvernance mondiale[12], un organisme international et indépendant, a mis en corrélation « le luxe unique des Etats-Unis qui sont capables d'emprunter dans leur propre devise à l'étranger puis de dévaluer leurs obligations de remboursement » avec l'une des faiblesses du système monétaire international actuel. La commission a déclaré « qu'une économie mondiale en pleine croissance requiert une augmentation constante de liquidités internationales ». Elle a également suggéré que l'émission de la devise de réserve du FMI – les droits de tirages spéciaux (DTS) – devrait être augmentée.

En 2000, dans *Creating New Money*[13] nous avions suggéré que les DTS pourraient devenir une devise mondiale. Cette devise mondiale serait destinée à remplacer, à terme, le dollar américain et d'autres devises nationales et à jouer ce rôle de **monnaie de réserve.** En suivant le modèle proposé pour la réforme du seigneuriage national, nous avions suggéré que cette masse monétaire mondiale pourrait être émise éventuellement par l'intermédiaire d'une nouvelle agence internationale combinant certaines fonctions du FMI et de la Banque des règlements internationaux. Cette nouvelle agence détiendrait, pour le compte des Nations unies, cette masse monétaire sur un compte d'exploitation. Les Nations unies mettraient ces fonds en circulation partiellement pour contribuer au financement de leurs propres activités et, éventuellement, en partie pour les distribuer aux gouvernements nationaux, proportionnellement à leur nombre d'habitants.

Cette nouvelle agence internationale, qui serait considérée, en temps opportun, comme une banque centrale mondiale naissante serait chargée, avec un degré élevé d'indépendance, de décider du montant de nouvelle masse monétaire internationale à créer. Elle pourrait définir les grandes lignes de sa mission avec un organe des Nations **Unies** chargé de définir la politique, lequel devrait rendre compte aux gouvernements membres. La définition de ces grandes lignes permettrait de fixer le cadre officiel de ses responsabilités au niveau de la politique monétaire mondiale. Elle pourrait être sous les ordres soit de cet organe des Nations **Unies** soit d'une autre autorité, comme un comité de l'Assemblée générale, et serait responsable de ses réalisations devant l'une de ces autorités.

Au cours des trois dernières années, de plus en plus de personnes ont pris conscience de « l'hégémonie du dollar » américain et du besoin urgent d'une réforme monétaire internationale.

A titre d'exemple, un rapport estime que chaque citoyen américain doit au reste du monde

[12] Commission on Global Governance, *Our Global Neighbourhood*, Oxford University Press, 1995: pages 180-188.
[13] op cit, Chapitre 5.10, pages 57-58.

7.333 $ alors que chaque citoyen des pays en voie de développement ne doit que 500 $. Mais, alors que les pays en voie de développement doivent effectuer des remboursements, au titre du service de la dette, d'un montant total excédant 300 milliards de dollars par an, les Etats-Unis ne doivent rembourser que 20 milliards de dollars par an pour servir les intérêts d'une dette pratiquement équivalente. Les américains se sont engagés dans une consommation frénétique qui a entraîné le plus gros **déficit des opérations courantes** de l'histoire, un déficit stupéfiant de 445 milliards de dollars, soit
4 % du PIB des Etats-Unis. Ce déficit s'est creusé de 50 % par an au cours des dernières années et les économistes ont estimé qu'il atteindrait 730 milliards de dollars d'ici à 2006. **En tenant compte de ce déficit journalier de 2 milliards de dollars conjugué à une fuite de capitaux de 2 milliards de dollars, les Etats-Unis doivent en réalité emprunter tous les jours 4 milliards de dollars au fonds commun des réserves mondiales. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que ce montant est financé par des fuites de capitaux de pays pauvres et les détentions forcées de réserves élevées en dollars. Pour se constituer des réserves, les pays pauvres doivent emprunter aux Etats-Unis, dans une devise forte, à des taux d'intérêts pouvant atteindre un niveau aussi élevé que 18 % et prêter ces fonds en retour aux Etats-Unis sous forme de Bons du Trésor à long terme, à un taux d'intérêt de 3 %**.[14]

Un autre rapport a permis de constater que « depuis 1971, lorsque le Président américain Richard Nixon a retiré le dollar du régime de l'étalon-or, le dollar a été un instrument monétaire mondial que les Etats-Unis et seulement les Etats-Unis peuvent émettre en tant que **monnaie fiduciaire d'appoint** … Le commerce mondial ressemble désormais à un jeu dans lequel les Etats-Unis fabriquent des dollars et le reste du monde produit des biens à acheter en dollars. Les économies mondiales interdépendantes se font concurrence à l'exportation pour obtenir les dollars dont elles ont besoin pour servir les intérêts des dettes étrangères libellées en dollars et se constituer des réserves en dollars ».[15]

Un troisième exemple : « L'exploitation de plusieurs gouvernements par un seul gouvernement représente le fondement de cette nouvelle forme d'impérialisme, celle des Etats-Unis, par le biais des banques centrales et des institutions de contrôle multilatéral de capitaux intergouvernementaux ... Ce qui a transformé cette ancienne forme d'impérialisme en un super impérialisme c'est le fait que, avant les années 60, le gouvernement des Etats-Unis dominait la scène internationale grâce à sa position dominante de créditeur et que, depuis lors, cet impérialisme repose sur une position de débiteur » .[16]

Enfin, les recherches de Douthwaite et de l'ONG irlandaise Feasta[17] ont confirmé que le total des subventions annuelles (ou « contributions ») perçues par les Etats-Unis et provenant du reste du monde, au titre des gains de seigneuriage du dollar, s'élève au moins à 400 milliards

---

[14] Romilly Greenhill et Ann Pettifor, *The United States as a HIPC (heavily indebted prosperous country) - how the poor are financing the rich*, New Economics Foundation, London, 2002; www.neweconomics.org

[15] Henry C K Liu, *US Dollar Hegemony Has Got To Go,* Asia Times Online Co Ltd, 2002.

[16] Michael Hudson, *Super Imperialism: The Origin and Fundamentals of World Domination*, Pluto Press, 2003, pages 23-24.

[17] Richard Douthwaite, *Defense and the Dollar*, 2002 et Feasta, *Climate and Currency: Proposals for Global Monetary Reform*, 2002, préparé pour le sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable. Informations provenant de The Foundation for the Economics of Sustainability, 9 Lower Rathmines Road, Dublin 6, Republic of Ireland; e-mail: **feasta@anu.ie**; web: **www.feasta.org**

de dollars par an. Ce chiffre est à peu près comparable au déficit annuel de la balance des paiements américaine. Ces recherches expliquent également de quelle manière les Etats-Unis ont été en mesure de maintenir un budget annuel de dépenses militaires extrêmement élevé par rapport aux autres pays. Cette énorme subvention en dollars, tirée du seigneuriage, a même été justifiée par certains commentateurs américains comme un paiement des autres pays aux Etats-Unis qui seraient censés jouer le rôle de « gendarme » sur lequel compte la planète pour maintenir l'ordre ! Néanmoins, comme le fait remarquer Douthwaite, « étant donné les actions passées du gendarme en question, consistant à déstabiliser et à renverser des gouvernements avec lesquels il ne partageait pas certains points de vue idéologiques et étant donné que ce gendarme continuera à placer *ses intérêts nationaux spécifiques* avant ceux du reste du monde, je doute que de nombreux pays approuvent complètement cette disposition ».

Ces analyses reflètent non seulement l'injustice du système actuel d'émission de monnaie, au service d'objectifs mondiaux, mais suggèrent également combien il fausse et nuit à l'efficience économique et à la stabilité financière de la planète. Elles indiquent clairement la nécessité d'une réforme internationale en utilisant une base similaire à la réforme nationale qui a été proposée. Cette réforme impliquerait la création d'une monnaie mondiale, sans facteur d'endettement, par une agence qui servirait les intérêts de la communauté mondiale. Quant aux revenus de seigneuriage tirés de la création monétaire, ceux-ci seraient alors affectés aux dépenses publiques mondiales. L'intensification de la campagne internationale préconisant une réforme internationale dans ce sens permettra d'accentuer la pression pour soutenir des réformes nationales similaires.

Réponses aux obstacles et objections

Les paragraphes suivants traitent des obstacles qui barrent la route à la réforme monétaire nationale et des objections qui ont été formulées à son encontre :

1) Opposition puissante du monde de la banque et de la finance (et d'organismes connexes composés de professions libérales, d'universitaires et de politiciens) et des menaces selon lesquelles un simple projet de réforme monétaire pourrait déstabiliser l'économie ;
2) Ignorance et confusion du public sur les mécanismes actuels ;
3) Croyance élitiste selon laquelle il est incontestablement préférable de maintenir les gens dans l'ignorance ;
4) Ignorance et confusion sur les propositions réelles de la réforme monétaire ;
5) Objection selon laquelle elle impliquerait une centralisation accrue du pouvoir de l'Etat ;
6) Hypothèse selon laquelle la réforme favoriserait les tendances inflationnistes ;
7) Hypothèse selon laquelle elle ferait fuir les investissements dans le secteur privé ;
8) Objection selon laquelle le fait de déposséder les banques de la subvention qu'elles perçoivent actuellement sous forme de seigneuriage augmenterait les coûts d'emprunt, les coûts des services de paiement et forcerait les banques à réduire leurs coûts, à fermer des agences et à sacrifier des emplois ;
9) Objection selon laquelle elle nuirait à la compétitivité internationale des banques britanniques et donc à l'économie britannique dans son ensemble ;
10) Objection selon laquelle aucun autre pays n'a entrepris la mise en oeuvre de cette réforme et ne la même pas prise en compte.

De quelle manière doit-on par conséquent surmonter ces obstacles et répondre à ces objections ? Et dans quelle mesure devront-ils être traités à l'échelle internationale ?

Obstacle/Objection 1
Opposition du monde puissant de la banque et de la finance et menace d'une déstabilisation économique.

Il ne sera possible de surmonter cet obstacle que lorsque l'argumentation en faveur de la réforme monétaire sera mieux comprise par le grand public ; lorsque l'opposition qu'elle soulève sera davantage perçue comme la simple défense des privilèges du secteur privé et lorsque ses opposants accepteront que le refus de cette réforme risque de leur faire perdre beaucoup plus que la subvention actuelle dont ils bénéficient. Un soutien et des campagnes seront nécessaires pour y parvenir, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Obstacle/Objection 2
Ignorance et confusion sur les mécanismes actuels de création de masse monétaire.

De nombreuses personnes, mêmes des membres du gouvernement et du Parlement, ne connaissent pas les mécanismes actuels de création de masse monétaire et ses conséquences. La plupart des gens n'arrivent pas croire que, si l'on réfléchit bien, presque toute la monnaie en circulation a été créée (ici je rajouterais "**ex-nihilo**") par les banques commerciales et qu'elles sont les seules à en avoir tiré des bénéfices. En cas de questions, un porte-parole du gouvernement peut toujours prétendre que les fonds prêtés par les banques aux clients « doivent provenir soit des comptes des déposants soit du marché de la livre sterling, qui appliquent d'habitude un paiement d'intérêts ». Cette explication semble par conséquent dénier le fait que les banques sont autorisées à créer de la monnaie et à en tirer profit.[18] Le député Simon Hughes a écrit à un électeur le 20 novembre 2001 que « les banques n'impriment pas de nouvelle monnaie mais créent du crédit ».[19] Néanmoins, le gouvernement accepte plus souvent le fait que les banques créent de la monnaie et justifie cette situation en disant que « si les banques étaient obligées de se faire concurrence pour obtenir des fonds auprès de prêteurs afin d'octroyer des prêts à leurs clients, les coûts des prêts bancaires augmenteraient considérablement.»[20] Deux avis de motion parlementaires récents, l'Avis de motion 1515 sur "Using The Public Credit" (L'utilisation du crédit public) par le député Austin Mitchell, le 26 juin 2002, et l'Avis de motion 854 sur "Publicly Created Money And Monetary Reform" (Création monétaire par un organisme public et réforme monétaire) par le député David Chaytor, le 10 mars 2003,[21] indiquent une sensibilisation croissante du Parlement à ces idées, une prise de conscience que David Boyle dans "The Strange Rebirth of a Forgotten Idea" (*New Statesman*, 7 avril 2003) a tenté de développer à plus grande échelle. Les personnes qui auraient un doute sur le mécanisme de la création monétaire peuvent jeter un coup d'œil au chapitre 22-3, que les étudiants utilisent actuellement comme une « bible » de l'économie.[22] Ce chapitre explique « la création monétaire par les banques » et indique

[18] Réponse écrite à Lord Beaumont of Whitley, House of Lords, 23 November 2000.

[19] Je remercie Canon Peter Challen de m'avoir fourni cette information.

[20] Lettre au député Archie Norman écrite par le secrétaire d'Etat du Ministre de l'Economie et des Finances, Melanie Johnson, 18 Octobre 2000. Je remercie Brian Leslie de m'avoir fourni cette information.

[21] De plus amples informations, rendez-vous sur notre site http://edm.ais.co.uk. Ou alors contactez House of Commons Information Office (Bureau d'information de la Chambre des communes) – Tél. +44 (0)20 7219 4272.

[22] David Begg, Stanley Fischer et Rudiger Dornbusch, *Economics*, McGraw-Hill, 7th edition, 2003, pages 316 et 318.

que « la création de monnaie scripturale par les banques » représente de loin la plus grosse partie de la masse monétaire dans les économies modernes.

Il est nécessaire d'insister auprès du ministère de l'Economie et des Finances et de la Banque d'Angleterre pour clarifier et publier :

- Le mécanisme actuel de création de la plus grande partie de la masse monétaire,
- Qui est le gagnant et le perdant de cette création monétaire et
- Le bien-fondé des estimations actuelles prétendant que les banques profitent d'une subvention déguisée s'élevant à plus de plus de 20 milliards de livres et que 40 milliards de livres de recettes publiques pourraient être collectées si la création monétaire n'était plus réservée aux banques commerciales.

Il n'est pas nécessaire que cette action soit menée au plan international pour avoir de l'impact. Mais si les individus et les ONG d'autres pays faisaient pression dans ce sens sur leurs ministères de l'Economie et des Finances et leurs banques centrales respectives, l'impact serait encore plus important.

Obstacle/Objection 3
Opinion selon laquelle il est incontestablement préférable de maintenir les gens dans l'ignorance et la confusion.

Il a été suggéré que la crise déflationniste ayant frappé le Japon avait atteint un tel niveau que le gouvernement devrait procéder explicitement à une création monétaire. Mais lorsqu'un éminent économiste britannique s'exprima publiquement par écrit dans ce sens l'année dernière, il a cru bon d'accompagner sa déclaration d'un avertissement et d'ajouter que ce type de politique devrait être écarté en Europe dans la mesure du possible. Selon lui, « L'idéal serait d'éviter de telles méthodes peu conventionnelles. En effet, les conventions sur l'indépendance des banques centrales et sur la création monétaire opaque sont basées sur des craintes bien justifiées selon lesquelles les gouvernements pourraient abuser du contrôle direct de la frappe de monnaie. » [23]

L'objection spécifique selon laquelle la réforme monétaire ouvrirait la voie à une inflation incontrôlable sera abordée ultérieurement. Nous devons surmonter l'objection plus générale préconisant le maintien du système actuel, « opaque », de création monétaire ; en d'autres termes, les citoyens et les politiciens devraient être laissés dans l'ignorance sur le mécanisme actuel de création monétaire et sur la méthode éventuelle de réforme du présent système.

A nouveau, il est évident qu'il faut exercer une pression sur les autorités pour qu'elles nous éclairent sur le système de création de la plus grande partie de la masse monétaire, sur les avantages et inconvénients de ce système. Il faut également qu'elles nous disent dans quelle mesure les banques commerciales profitent du système actuel et de quel montant les recettes publiques s'en trouvent de ce fait réduites. Il n'est pas nécessaire que cette pression soit exercée à l'échelle internationale pour sensibiliser le public au niveau national mais ce serait mieux.

Obstacle/Objection 4
Ignorance et confusion sur la proposition de réforme actuelle.

[23] Adair Turner, *Europe's Best Defence Against Deflation,* Financial Times, 4 novembre 2002.

La réforme proposée ne signifie pas, comme un chargé de recherche à la bibliothèque de la Chambre des communes l'a communiqué à tort au député Robert Jackson, au mois de mars 2001,[24] que la banque centrale sera chargée et aura le pouvoir de décider de l'utilisation de la création monétaire, la rendant ainsi responsable de la politique fiscale et monétaire et privant le gouvernement élu du pouvoir de diriger l'économie ! La banque centrale ne décidera que des augmentations nécessaires de la masse monétaire, de la création monétaire. Elle remettra les fonds dégagés au gouvernement sous forme de recettes publiques, en laissant donc au gouvernement élu le pouvoir de décider, tout comme il le fait en matière d'impôts et d'autres recettes publiques, à quelles fins l'argent sera utilisé. Actuellement, ce sont bien entendu les banques commerciales qui décident *à la fois* du montant de la création monétaire *et* de la sélection des emprunteurs, ainsi que de l'utilisation réservée aux prêts.

Ceux qui propagent cette information erronée doivent être corrigés en public. Un soutien international, bien qu'il soit utile, ne sera pas absolument nécessaire.

<u>Obstacle/Objection 5</u>
Opposition à une prétendue augmentation de la centralisation du pouvoir étatique.

Certains prétendent, en rapport avec le malentendu mentionné au point 4 ci-dessus, que la réforme augmentera le pouvoir centralisé de l'Etat. L'opposition à cette réforme pour ce motif provient de deux autres milieux plutôt différents.

Le premier clan représente les membres de l'élite des principaux politiciens et économistes qui se contentent de la situation présente en Grande-Bretagne dans laquelle les quatre grandes banques multinationales anglaises se partagent le monopole virtuel de la création monétaire, avec le contrôle central de la Banque d'Angleterre en matière de taux d'intérêts. Le député Michael Portillo est l'un d'entre eux. Pour connaître le commentaire sur son opinion, veuillez vous reporter à la section Obstacle/Objection 9 ci-dessous.

Le second clan est composé de réformateurs, partisans d'un système monétaire décentralisé, qui défendent l'émergence d'une autre monnaie, et répandent cette idée, pour servir les intérêts des régions, des communautés et groupements d'entreprises et ce qui est parfois appelé la « franchise bancaire ». Certains adeptes de la décentralisation, comme David Boyle, ne sont pas certains « s'il est possible ou souhaitable, à l'époque moderne, de donner à l'Etat le monopole de la devise officielle ».[25]

Si le fait de traiter la création monétaire comme des recettes publiques, de collecter les fonds dégagés comme des recettes publiques et de distribuer ces fonds en tant que ressources publiques, par le bais de programmes de dépenses publiques, représente une centralisation inacceptable, alors le même principe devrait s'appliquer au monopole exercé par l'Etat sur les impôts et les dépenses publiques. Imaginez un instant que la gestion des impôts et les dépenses publiques ait été confiée à un moment de l'histoire aux quatre grandes banques multinationales moyennant une rémunération. Est-ce que les partisans de la décentralisation refuseraient aujourd'hui les propositions de la réforme en objectant que ce n'est ni « possible ni souhaitable de donner à l'Etat le monopole des impôts et des dépenses publiques » ?

---

[24] Je remercie Monsieur Jackson de m'avoir permis de voir cette information.

[25] David Boyle, *The Money Changers: currency reform from Aristotle to e-cash*, Earthscan, London, 2002, p134.

En fait, il n'existe aucune contradiction entre la réforme monétaire et le caractère innovant de la décentralisation monétaire. Les deux propositions partent du principe que l'argent doit servir les intérêts des individus (et non vice versa). Si l'on accepte qu'une pluralité de devises est susceptible de mieux répondre à cet objectif qu'une devise « à taille unique » utilisée dans toutes les situations, alors les deux sont souhaitables. Il n'y a aucune raison pour que le soutien apporté à d'autres devises signifie qu'il faille continuer à accepter les principaux accords actuels. Sauf dans l'espoir irréaliste que la nouvelle solution, la nouvelle communauté ou que d'autres devises privées vont se développer à un rythme tellement rapide qu'elles pourraient remplacer le système actuellement utilisé dans un avenir très proche.

Le facteur principal c'est que, dans une société démocratique, contrairement aux autres types de sociétés, les apports de masse monétaire mis en circulation sous forme de recettes publiques auront tendance à être distribués de manière tout aussi prudente et équitable, voire même plus, en augmentant les dépenses publiques et en réduisant les impôts et les dettes publiques, que la création monétaire actuelle qui est effectuée par les banques commerciales sous forme de prêts octroyés à leurs clients.

Pour résumer, il ne devrait y avoir aucune opposition entre les partisans de la décentralisation et les principaux acteurs préconisant une réforme monétaire. Les deux « camps » devraient coopérer aux niveaux national et international pour faire prendre conscience à davantage de personnes de l'extrême urgence d'un changement monétaire radical et pour les persuader que les deux concepts sont nécessaires.

Obstacle/Objection 6
La réforme monétaire sera inflationniste.

L'histoire est là pour nous rappeler que le fait de permettre aux gouvernements de créer de la monnaie est la recette de l'inflation. Par conséquent, la réponse habituelle qui est donnée systématiquement est que la réforme monétaire sera inflationniste.

Il est vrai que les gouvernements féodaux et monarchiques du passé et certains gouvernements élus plus récemment, qui ont été chargés de la création monétaire, ont réveillé des tendances inflationnistes. Néanmoins, le fait de confier directement la responsabilité opérationnelle de la création monétaire à une banque centrale indépendante au lieu de laisser les banques influer indirectement sur le niveau de création monétaire, avec comme outil la fluctuation des taux d'intérêts, ne signifie nullement le retour de l'inflation. De nombreuses personnes n'ont pas encore compris que la conduite de la politique monétaire a changé en 1997 en Grande-Bretagne. La Banque d'Angleterre a été restructurée sous la forme d'une autorité monétaire centrale dont le fonctionnement est indépendant. Elle est responsable devant le Chancelier de l'Echiquier (*Chancellor of the Exchequer*) et le Parlement de la réalisation des objectifs de politique monétaire publiés, qu'ils ont élaborés et approuvés. Mais elle accomplit désormais cette tâche sans aucune ingérence des ministères, des politiciens élus et de leur personnel. Compte tenu de ces nouvelles conditions, la réforme monétaire permettra à la Banque de contrôler l'inflation plus efficacement.

Pour propager cette idée, une action internationale n'est pas nécessaire mais l'impact serait plus grand.

<u>Obstacle/Objection 7</u>
La réforme proposée ferait « fuir » les investissements dans le secteur privé.

Voici une autre réponse classique et tout aussi erronée selon laquelle la création monétaire sous forme de recettes publiques aurait pour conséquence de faire « fuir » les investissements dans le secteur privé, qui est créateur de richesse, et de les transférer vers le secteur public, qui est consommateur de richesse : « en n'affectant les ressources qu'au secteur public, les investissements du secteur privé disparaîtraient, ce qui implique que le gouvernement est le mieux à même de savoir quelles expériences du passé suggèrent l'adoption d'une autre approche ».[26]

Mais il est bien évident que la réforme proposée ne signifie aucunement une affectation exclusive des ressources au secteur public. Les gouvernements pourront tout aussi bien utiliser la nouvelle source de recettes pour diminuer les impôts et la dette publique nationale. Ils pourront stimuler ainsi les investissements dans le secteur privé et la dépense des ménages. Même si les fonds résultant de la création monétaire sont mis en circulation via les dépenses des ménages, ils atteindront dans un cours laps de temps les entreprises et les citoyens qui pourront l'utiliser, à leur gré, pour effectuer des investissements dans le secteur privé ou les dépenser dans des biens de consommation.

L'ironie, c'est que, à la fois le gouvernement travailliste actuel et son prédécesseur, le parti conservateur, se sont engagés dans des grands programmes de financement par le secteur privé. Ces programmes sont conçus, tout particulièrement, pour rediriger des fonds destinés à des investissements dans le secteur privé vers des projets d'investissements dans le secteur public, à un coût très élevé pour le public. Ni la place financière de Londres ni le gouvernement n'a formulé d'objection selon laquelle ces programmes de financement par le secteur privé font fuir les investissements dans le secteur privé. Ce qui les gêne vraiment, c'est que la réforme monétaire fera perdre au privé la subvention dont il bénéficie actuellement grâce à la création monétaire.

Bien qu'une action internationale ne soit pas nécessaire pour se débarrasser de cette objection systématique, une campagne internationale effective sur la réforme pourrait être utile dans ce contexte, comme dans d'autres.

<u>Obstacle/Objection 8</u>
Déposséder les banques de la subvention qu'elles perçoivent actuellement sous forme de seigneuriage aurait pour effet d'augmenter les coûts d'emprunt, des services de paiement et forcerait les banques à réduire leurs coûts, à fermer des agences et à sacrifier des emplois.

Nous avons pris connaissance précédemment de l'opinion du ministère de l'Economie et des Finances selon laquelle l'impact de la réforme monétaire « sur le coût de l'emprunt serait considérable et nuirait aux investissements des entreprises, tout particulièrement aux PME ».[27] En fait, ceci n'est pas forcément vrai et n'explique certainement pas tout.

[26] Lettre au député Dennis Canavan, envoyée par le secrétaire d'Etat au ministère l'Economie et des Finances, Melanie Johnson, le 6 septembre 2000. Je remercie Alan Armstrong de m'avoir fourni ces informations.

[27] Lettre envoyée au député Archie Norman par le secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie et des Finances, Melanie Johnson, le 18 octobre 2000.

Le secteur bancaire deviendra de plus en plus compétitif lorsqu'il ne sera plus subventionné. L'oligopole d'octroi de prêts qui est exercé sur les petites entreprises et dont profitent actuellement les quatre plus grosses banques anglaises pourra être plus facilement concurrencé par d'autres banques. Ceci aura pour effet de réduire les coûts des emprunts. En outre, la mise en circulation de monnaie **sans intérêt** permettra d'éliminer les coûts du service et du remboursement de la dette qui sont actuellement appliqués à chaque opération à cause du système de création monétaire sous forme de dette. Cela signifie que le montant des emprunts sera moins élevé car les coûts actuels de chaque opération ne devront plus être remboursés.

En ce qui concerne les coûts et l'efficacité des services de paiement[28], il est vrai que, si les banques ne sont plus subventionnées, sous la forme des bénéfices qu'elles dégagent actuellement de la création monétaire, et si elles doivent emprunter de l'argent à un certain taux d'intérêt pour pouvoir le prêter à leurs clients, elles ne seront plus en mesure de compenser les subventions de leurs services de paiement au même niveau qu'elles le font aujourd'hui. Initialement, il se pourrait que les coûts des banques répercutés aux clients augmentent car ils devront payer l'intégralité des coûts des services de paiement utilisés.

Cependant, bien que le retrait de subventions de tout secteur ait pour effet, dans un premier temps, d'augmenter les coûts de ses produits, il est généralement admis que ce type de subvention croisée entre différents services constitue un obstacle à la compétitivité et à l'efficience économique.

Il est également vrai que le retrait de la présente subvention encouragera les banques à réduire leurs coûts, avec, pour conséquences, des fermetures éventuelles d'agences et des suppressions d'emplois supplémentaires dans le secteur bancaire. Le retrait de subventions de tout secteur subventionné, incluant les charbonnages, l'acier, la construction navale et bien d'autres ont déjà eu des effets similaires par le passé. Mais ces subventions ont été retirées en sachant pertinemment qu'elles réduisaient la compétitivité du secteur en question. En effet, les plus petites entreprises ont davantage de difficultés à concurrencer les plus grandes et les entreprises innovantes qui tentent de pénétrer le marché rencontrent le même type de problèmes. En ce qui concerne l'économie dans son ensemble, les subventions accordées à des secteurs particuliers ont donc tendance à freiner l'innovation, l'amélioration de l'efficacité et la croissance de la productivité en faussant l'affectation des ressources.

Existe-t-il des raisons particulières pour lesquelles le secteur des services bancaires et financiers devrait être épargné par la réalité de la vie économique, mis à part la mystique et le pouvoir qu'il exerce actuellement sur les décideurs politiques ? Cette question nécessite des travaux de recherche et d'analyse à plus grande échelle, dans un climat plus ouvert. Ceci offre un nouveau champ d'études aux économistes ambitieux.

Une campagne nationale lancée dans un seul pays pourrait, en effet, faire douter de la méthode consistant à traiter le secteur bancaire comme un cas spécial. Une campagne à l'échelle internationale pourrait avoir un impact plus important.

Obstacle/Objection 9

[28] Ce point a été abordé par le secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie et des Finances, Ruth Kelly, dans sa lettre du 20 août 2001 – voir la rubrique Obstacle/objection 9 ci-dessous.

La suppression de la subvention déguisée dont bénéficient les banques les rendra moins compétitives au plan international par rapport aux banques des autres pays.

C'est l'objection préférée des opposants à la réforme. Michael Portillo (porte-parole de l'opposition pour le poste de Chancelier de l'Echiquier) l'a utilisée clairement dans des correspondances (lettres du 28 septembre 2000 et du 13 février 2001).[29] Il indique dans ces lettres « qu'il ne soutiendra aucune proposition donnant à l'Etat le monopole de la monnaie non liquide. Toute législation contre le multiplicateur de crédit entraînerait une fuite de la place financière de Londres du plus important éventail de banques du monde. Ce serait un vrai désastre pour l'économie britannique ».

Les deux déclarations de Monsieur Portillo sont discutables. « Donner à l'Etat le monopole de la monnaie non liquide » est une manière exagérée de dire qu'un organisme gouvernemental déciderait et créerait la masse monétaire requise pour atteindre les objectifs de la politique monétaire ; et que cet organisme la remettrait cet argent au gouvernement pour que ce dernier le mette en circulation par le biais de dépenses, au lieu de laisser un petit groupe de grandes banques commerciales créer de la monnaie et la mettre en circulation, en accordant des prêts rémunérés aux clients sélectionnés des banques respectives. Pour connaître le commentaire sur ce point particulier, veuillez vous reporter à la section Obstacle/Objections 4 et 5 ci-dessus. Le terme « multiplicateur de crédit » a pour but de dissimuler le fait que la création de masse monétaire nationale rapporte des bénéfices au secteur privé. Quant à la question de savoir si la suppression de ce privilège accordé actuellement aux banques commerciales entraînerait la fuite du plus grand éventail de banques du monde et, même au cas où cela se produirait, si ce serait un désastre pour l'économie britannique et la société dans son ensemble, ce sont des arguments pour le moins discutables. Des travaux de recherche et d'analyse sérieux doivent être entrepris avant de lancer de telles hypothèses systématiques. En fait, il est vraisemblable que, après une brève période d'adaptation des services bancaires et financiers, la société britannique dans son ensemble tirerait profit de ce changement et que la compétitivité de l'économie à l'échelle internationale serait meilleure.

Un argument similaire à celui de Monsieur Portillo a été avancé par le secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie et des Finances, Ruth Kelly, dans une lettre du 20 août 2001 envoyée au député Robert Jackson.[30] Selon elle, « Il est évident que cette proposition provoquerait une perte de bénéfices dramatique pour les banques. Toutes choses étant égales par ailleurs, elles devraient quand même supporter les coûts de fonctionnement du système de paiements mais ne seraient pas en mesure de conclure des prêts rentables à l'aide des dépôts se trouvant sur les comptes courants. Dans ce cas, il est hautement probable que les banques tenteraient de maintenir leurs niveaux de rentabilité en délocalisant leurs activités pour éviter les restrictions qui leur seraient imposées en cas de mise en œuvre de la réforme proposée. Etant donné qu'un marché compétitif est souhaitable pour les services financiers (et d'autres secteurs), ce ne serait pas dans l'intérêt du Royaume-Uni de s'isoler de ce marché et de faire cavalier seul ».

Mais pourquoi la réforme monétaire signifierait-elle donc l'**isolement** de la Grande-Bretagne d'un marché international compétitif dans le secteur des services bancaires et financiers ? Comme il a déjà été suggéré, loin d'être un désastre, le retrait de la subvention actuelle

[29] Je remercie Margaret Harvey, Barbara Panvel, John Bunzl et Jack Hornsby de m'avoir fourni ces informations.

[30] Je remercie M. Jackson de m'avoir envoyé une copie.

pourrait s'avérer avantageux pour leur compétitivité et certainement pour l'ensemble de l'économie.

Il convient d'effectuer des travaux de recherche et d'analyse plus approfondis que ceux qui ont été réalisés jusqu'ici. Ceci ne doit pas nécessairement être entrepris pas plusieurs pays à la fois pour qu'ils soient efficaces. Mais nous devons garder à l'esprit ce que Machiavel a souligné en 1532 dans Le Prince : « Car celui qui introduit de nouvelles institutions a pour ennemis tous ceux qui profitent des anciennes institutions, et il trouve de tièdes défenseurs en ceux à qui profiteraient de nouvelles ». Néanmoins, même si les arguments et les travaux de recherche fournis à l'appui sont très valables, il pourrait s'avérer difficile de persuader les politiciens et le public que, dans le contexte d'une concurrence internationale, les risques qu'encourt un seul pays à adopter la réforme monétaire en valent la peine. De toute façon, le lancement d'un programme de travaux d'analyse et de recherches et d'une campagne à l'échelle internationale est vivement souhaitable.

Obstacle/Objection 10

Aucun autre pays ne prend en compte sérieusement la réforme monétaire.

Dans une lettre datée du 1er novembre 2001, adressée par le secrétaire d'Etat au ministère de l'Economie et des Finances Ruth Kelly au député Robert Jackson, Ruth Kelly s'exprime en ces termes : « A ma connaissance, aucun pays développé ni aucune institution économique internationale n'a apporté son soutien à la réforme monétaire ».[31] Cela me fait penser à la blague de l'économiste qui dit à son petit-fils de ne pas ramasser le billet de 5 £ qui se trouve sur le trottoir, parce que si cela avait été un vrai billet quelqu'un d'autre l'aurait déjà ramassé !

Le fait d'être le premier à lancer la réforme monétaire ne présentera pas beaucoup de dangers mais quantité d'avantages et l'ensemble de l'économie deviendra plus efficace et plus productive. La société sera plus juste et respectueuse de la cohésion sociale. Néanmoins, les intérêts particuliers du secteur bancaire trouveront vraisemblablement quelque soutien auprès de certains politiciens et de personnes estimant que le risque encouru par un pionnier dans un domaine est supérieur à l'avantage potentiel qu'il peut en retirer.

Il convient à nouveau de souligner qu'une action à l'échelle internationale est de la plus haute importance pour promouvoir la réforme monétaire.

Pour résumer, il semble donc évident que, malgré les progrès considérables restant à réaliser dans un seul pays comme la Grande-Bretagne pour mobiliser une campagne efficace en faveur de la réforme monétaire, les travaux de recherche, d'analyse, le soutien et le lancement de campagnes joueront également un rôle important. Quant à la question de savoir si la réforme monétaire doit être mise en œuvre dans un seul pays ou liée à une mise en œuvre simultanée dans d'autres pays, c'est un autre sujet. **Et nous allons l'aborder dès maintenant !**

[31] A nouveau, je remercie M. Jackson de m'avoir laissé consulter ce document.

CHAPITRE 3

LE CONCEPT DE LA POLITIQUE SIMULTANEE
Par John Bunzl

Introduction

Comme l'indique le chapitre précédent, dans notre société actuelle devenant de plus en plus mondialisée et interconnectée, les réformes qui auraient pu jadis être mises en oeuvre unilatéralement au plan national, sans provoquer d'agitation quelconque, doivent désormais être examinées beaucoup plus prudemment par les décideurs politiques. En effet, les implications et incidences d'une nouvelle politique sont susceptibles d'avoir une portée allant bien au-delà des frontières nationales et du secteur économique directement concerné. Les gouvernements doivent désormais évaluer presque tous les changements politiques éventuels qui revêtent une certaine importance. Ils doivent donc anticiper les impacts que ces changements pourraient avoir sur la compétitivité de leurs industries et services par rapport à celles et ceux d'autres pays et tenir compte aussi de la réaction possible des marchés financiers.

Les marchés financiers d'aujourd'hui sont des marchés mondiaux. Cela signifie que les pays en voie de développement sont encouragés à s'aligner sur les pays les plus riches, en ouvrant leurs économies et leurs marchés financiers aux flux mondiaux de marchandises, de services et de capitaux. Les sociétés commerciales délocalisent ou sous-traitent généralement leurs activités de production vers des pays dans lesquels les frais de main d'œuvre ou les contraintes environnementales sont moindres et qui leur permettent de dégager des bénéfices supérieurs. Les marchés financiers réorientent également sans prévenir leurs investissements de capitaux d'une économie vers une autre selon les perspectives offertes par chaque pays en termes de profit. Sur la planète mondialisée qui est la nôtre, le fait que les gouvernements soient à l'écoute de ces mouvements signifie que la gouvernance n'est plus désormais une chose « absolue » mais qu'elle est plutôt devenue « *relative* » La réussite ou l'échec de la politique d'un gouvernement est de nos jours déterminée en grande partie, non seulement par des facteurs nationaux mais également, et de plus en plus, par ses effets relatifs sur les marchés internationaux par rapport aux politiques des nations concurrentes.

En outre, le caractère instantané des réseaux informatiques et financiers mondiaux et la priorité donnée à la notion de bénéfice à court terme par les marchés financiers obligent les gouvernements et les politiciens à prendre encore plus de précautions lors de la mise en œuvre d'une réforme quelconque, par crainte qu'elle ne soit pas bien accueillie par les marchés mondiaux. Une mise en œuvre unilatérale de ces réformes risquerait de faire réagir négativement les marchés et de nuire, par conséquent, à l'économie de cette nation, même si cet impact négatif n'est que de courte durée. Cet environnement beaucoup plus compliqué, versatile et risqué empêche les gouvernements d'adopter des politiques controversées ou qui n'ont pas encore été mises à l'épreuve, comme la réforme monétaire. Mais cet environnement fournit également plein d'excuses aux politiciens et les encourage à justifier leur inaction. Bien que certains universitaires contestent la gravité de l'influence des marchés mondiaux sur les prises de décisions politiques de pays évolués au plan démocratique, comme le sont les

USA et l'UE, l'existence même de cette influence et le fait qu'elle soit relativement forte ne semblent pas susciter beaucoup de débats.[32] De nombreuses personnes admettent également que l'influence des marchés sur les pays en voie de développement, économiquement plus faibles, est vraiment très forte, ce qui ne laisse que peu de marge de manœuvre, voire aucune, à leurs gouvernements respectifs.

Bref, il ne fait aucun doute qu'il est devenu beaucoup plus difficile de modifier unilatéralement et substantiellement une politique nationale dans une société mondialisée. En osant la métaphore psychiatrique, il semblerait que les gouvernements soient actuellement paralysés par une camisole de force composée de paramètres étroits, favorables au marché, ne leur permettant qu'un changement inapproprié, à doses homéopathiques. Et ce, juste à un moment où des problèmes mondiaux comme le réchauffement de la planète, la puissance des monopoles d'entreprises, le terrorisme international, l'augmentation de la dette publique et la pauvreté mondiale exigeraient de prendre des mesures décisives. Etant donné que les politiques requises pour résoudre ces problèmes, comme des normes environnementales plus strictes, des réglementations plus sévères à l'égard des entreprises et des marchés financiers, etc., ne sont généralement pas très attrayantes pour les investisseurs mondiaux, les problèmes ne sont toujours pas résolus efficacement. L'on peut donc s'attendre à une aggravation. Fondamentalement, cette camisole de force politique signifie également que, dès qu'ils détiennent le pouvoir, les partis politiques de toutes couleurs sont obligés de se conformer en grande partie à cette vision étriquée, quelles que soient les promesses faites dans leur manifeste préélectoral ou quelles que soient les opinions des électeurs. Cette situation ébranle les principes mêmes de la démocratie car, de plus en plus souvent, les politiques soutenues par les investisseurs mondiaux l'emportent sur celles que les électeurs souhaitent voir mises en œuvre.

C'est précisément pour nous opposer à ce dilemme que nous considérons le concept de la politique simultanée (Simpol- *Simultaneous Policy*) - et la campagne développée à partir de ce concept - comme un moyen de surmonter les obstacles et les objections barrant la route à la réforme monétaire, lesquels sont mentionnés au chapitre précédent. Néanmoins, il convient de garder à l'esprit que ces objections seront probablement formulées à l'encontre de nombreuses autres réformes économiques, environnementales et sociales réclamées par les groupes de militants et les ONG qui constituent le Mouvement pour la justice mondiale.[33]

Que signifie « politique simultanée » et quels sont les objectifs de l'Organisation internationale de politique simultanée (ISPO) ?

La politique simultanée (Simpol) a été lancée en 2000.[34] ISPO est une association de citoyens qui compte de plus en plus d'adhérents dans le monde entier. Ceux-ci s'organisent progressivement dans de nombreux pays. Ils utilisent leurs votes de façon innovante, coordonnée et efficace pour inciter toutes les nations à coopérer et à résoudre plusieurs

[32] Voir, par exemple, *Global Capital and National Governments,* Layna Mosley, Cambridge University Press, 2003.

[33] L'expression « mouvement pour la justice mondiale » (« *global justice movement* »), est utilisée pour décrire toutes sortes d'organisations non gouvernementales, d'associations de militants et de groupes de campagnes politiques ainsi que des citoyens individuels oeuvrant pour une réforme sociale, environnementale ou politique avec une mise en œuvre locale, nationale ou mondiale.

[34] Pour obtenir des explications complètes sur la campagne, voir *The Simultaneous Policy – An Insider's Guide to saving Humanity and the Planet,* par John Bunzl. New European Publications, 2001.

problèmes mondiaux auxquels la planète est confrontée aujourd'hui. Les membres d'ISPO reconnaissent qu'il est impossible de résoudre ces problèmes tant que les gouvernements seront contraints à porter une véritable camisole de force et à se plier à une politique dictée par les marchés mondiaux. Ce n'est qu'en introduisant un nouvel ordre mondial, basé essentiellement sur la coopération, et dans lequel les citoyens pourront amener les gouvernements qu'ils auront élus démocratiquement à réaffirmer leur propre autorité sur les marchés mondiaux, que les nations du monde entier pourront coopérer pour trouver et mettre en oeuvre des solutions. Les membres d'ISPO, citoyens du monde entier, tentent de surmonter la paralysie actuelle dont semblent frappés les gouvernements. Pour y parvenir, ils incitent progressivement toutes les nations à adopter sur le principe, puis à mettre en œuvre simultanément, la politique simultanée (Simpol), une politique composée d'un éventail de mesures politiques destinées à assurer la justice économique, la sécurité de l'environnement et la paix dans le monde.

Pour comprendre correctement les propositions de la politique simultanée, le lecteur devra faire une distinction fondamentale entre *l'adoption* de Simpol, c'est-à-dire son adoption sur le principe, et sa *mise en oeuvre*. Les citoyens, politiciens et partis politiques seront encouragés à *adopter* Simpol mais cette politique ne devra être *mise en œuvre* que lorsque toutes les nations ou un nombre suffisant de nations feront de même. La phase d'adoption se déroulera donc progressivement alors que la mise en œuvre sera simultanée, uniquement après son adoption par toutes les nations ou un nombre suffisant de nations.

Les mesures politiques prévues seront finalement élaborées (ou approuvées) par des citoyens, membres d'IPSO, lesquels, s'ils le souhaitent, pourront déléguer la formulation de ces mesures à un expert ou alors à un groupe indépendant d'autres décideurs politiques.[35] Ces mesures pourraient donc inclure *Creating New Money* (La création monétaire) ou des propositions similaires ainsi qu'une synthèse de toutes les autres réformes, et elles sont nombreuses, qui ont été réclamées par le Mouvement pour la justice mondiale. Par conséquent, il convient de souligner que la politique simultanée sera décidée et définie par les *membres citoyens mêmes d'ISPO* et qu'elle *n'est pas* une politique dictée par des politiciens, des partis politiques, des milieux d'affaires, ou des institutions mondiales comme l'OMC.[36] Une autre composante clé est que la condition de mise en œuvre simultanée par toutes les nations supprime la crainte que pourrait ressentir chaque nation d'être perdante par rapport aux autres ; elle supprime réellement l'objection selon laquelle la première nation à mettre en œuvre un changement est désavantagée par rapport aux autres. Le contenu de cette politique pourrait donc inclure toute politique désirable n'ayant pu être envisagée jusqu'ici par crainte qu'une mise en œuvre unilatérale ne nuise à la compétitivité économique d'une nation ou à l'attrait qu'elle représente pour les marchés mondiaux.

Mais Simpol représente bien plus qu'une série de mesures politiques. Elle incarne également un *processus politique* qui permet de mettre en œuvre ces mesures.

---

[35] Des candidats potentiels pour ce rôle pourraient comprendre le Conseil mondial sur l'avenir (World Future Council) qui a été proposé (voir chapitre 1, note 11) ou le Club de Budapest ou un autre groupe composé d'experts en politique, respectés, indépendants et internationaux.

[36] Il convient de souligner que les mesures de la politique simultanée restent à élaborer et à définir. Ce n'est donc pas une politique "rigide" mais plutôt une politique « en cours d'élaboration » qui doit être formulée par des membres d'ISPO au fur et à mesure de l'avancement de la campagne Simpol .

En effet, au lieu de choisir parmi la pléthore de politiques indifférenciables des partis politiques existants, ce que doivent faire habituellement les électeurs aujourd'hui, ISPO offre aux citoyens du monde entier une occasion de reprendre l'avantage sur les politiciens. Les citoyens demanderaient aux politiciens de s'engager à voter lors des prochaines élections pour *tout* parti politique ou candidat acceptable ayant adopté Simpol. Grâce à leur propre politique, les membres d'ISPO supprimeraient le monopole politique exercé jusqu'ici par les différents partis. De plus, en s'engageant à voter pour *tout* parti, dans des limites raisonnables, qui a adopté Simpol, ils obligent également les partis politiques à rivaliser farouchement entre eux pour adopter Simpol.

A l'heure actuelle, des sièges du Parlement, voire des élections complètes, font l'objet de votes de plus en plus serrés dans le monde entier. Et, compte tenu de l'indifférence croissante des électeurs, ces derniers ont désormais l'opportunité d'utiliser leurs votes et de faire une proposition intéressante, mais contraignante, aux politiciens de tous les pays. Une stratégie que l'on pourrait comparer à celle de la carotte et du bâton. Etant donné que Simpol ne peut être mise en oeuvre que simultanément, il n'existe absolument aucun risque pour les politiciens qui décideraient de l'adopter. En fait, ceci signifie fondamentalement que les politiciens et les gouvernements peuvent adopter Simpol tout en poursuivant des politiques qui protègent la compétitivité économique de leurs pays respectifs jusqu'à l'adoption de Simpol par toutes les nations ou un nombre suffisant de nations. La non-adoption de Simpol pourrait néanmoins leur coûter très cher, tout particulièrement en cas d'élections très disputées. En effet, ils risqueraient de perdre les élections au profit d'adversaires qui auraient adopté Simpol pour attirer le bloc de suffrages correspondant. Par conséquent, un nombre de citoyens de plus en plus important, adhérents de Simpol, même s'il est relativement faible, pourrait représenter une différence cruciale et faire gagner ou perdre les élections à des politiciens, voire à des partis entiers. A ce titre, le processus Simpol permettrait aux citoyens et aux ONG, grâce à leur adoption, d'exercer une *réelle pression électorale* sur les politiciens, plutôt que de fonder simplement leurs initiatives sur des méthodes plus traditionnelles, comme les groupes de pressions, les boycottages de consommateurs ou les manifestations de rues, sans toutefois dénier l'importance de ces méthodes. Egalement, cette nouvelle utilisation du droit de vote des citoyens va probablement attirer fortement l'électorat connaissant l'essor le plus important : les électeurs indifférents et ceux qui expriment leur protestation.[37]

Ce nouveau type de pression électorale pourrait être particulièrement important lorsque le moment sera venu pour les USA de coopérer avec Simpol. Comme l'avons vu au chapitre précédent, les USA tirent en effet des avantages énormes, à l'heure actuelle, de l'utilisation du dollar comme principale monnaie de réserve, la plupart des marchandises et des prêts étant libellés en dollars. C'est la raison pour laquelle nous ne pensons pas que les USA renonceront volontiers à la « contribution » qu'ils extorquent des autres pays (estimée à environ 400 milliards de dollars par an). Par conséquent, le scénario suivant pourrait aider à expliquer de quelle manière Simpol serait utilisée par les citoyens américains pour persuader leur gouvernement de coopérer.

[37] Voici ce qu'a déclaré un membre d'ISPO, Mark Davey : « Au cours des vingt années pendant lesquelles j'avais le droit de voter, j'ai honte de le dire, mais je ne l'ai jamais exercé. J'estimais que le fait de ne pas voter constituait la meilleure façon d'exprimer ma protestation à l'égard de tous les partis politiques. Avec le recul, je pense que la décision que j'ai prise à 18 ans a été motivée par les événements qui se sont passés dans le monde. Après avoir lu les informations sur la politique simultanée, j'ai signé sans aucune hésitation et, désormais, je me sens obligé de m'impliquer. Félicitations ! »

Tout le monde se souvient de l'élection présidentielle américaine de 2000 : le soutien apporté aux deux principaux partis était pratiquement équilibré et les républicains ne l'ont finalement emporté sur les démocrates que de 2000 votes environ, obtenus en Floride. Imaginons à présent que, au moment d'une future élection présidentielle, l'Organisation nationale de politique simultanée des Etats-Unis (Simpol-USA) ait pu obtenir l'adoption de, disons 5000 personnes en Floride, et d'un nombre critique similaire dans d'autres Etats clés des Etats-Unis. En prenant alors comme hypothèse des conditions comparables à celles de 2000, les deux principaux partis se trouveraient dans une situation de pression extrêmement forte pour adopter Simpol. Tout simplement parce que Simpol USA aurait annoncé publiquement, avec l'accord de ses adhérents, le nombre d'adhérents enregistrés dans chaque Etat et confirmé ouvertement que tous les adhérents de Simpol voteraient *pour le candidat ayant adopté Simpol le premier.*

Dans de telles circonstances, si le Président en poste n'avait pas adopté Simpol, il risquerait de perdre la présidence pour la simple raison que son adversaire l'aurait fait pour attirer les votes supplémentaires déterminants que représente le bloc de suffrages. Simultanément, néanmoins, les deux adversaires sauraient pertinemment que ni l'un ni l'autre ne court aucun risque à adopter Simpol, d'un point de vue politique ou économique. En effet, la mise en œuvre n'est prévue que lorsque toutes les nations ou un nombre suffisant de nations auront fait de même. Grâce à ce scénario, même l'influence de financements importants effectués par des sociétés en faveur de l'un ou l'autre des candidats ou des deux candidats ne pourra les dissuader d'adopter Simpol. Il sera donc primordial et absolument essentiel d'obtenir le bloc de suffrages de Simpol pour préserver leurs propres intérêts politiques. C'est la raison pour laquelle, il est fort probable que *les deux* candidats auront d'ores et déjà adopté Simpol : fantastique !

Bien que personne ne sous-estime les difficultés pratiques pour parvenir à un tel scénario, nous pensons que, grâce à Simpol, les citoyens américains, en coopération avec d'autres citoyens adhérents du monde entier, ont la possibilité de forcer si nécessaire une nation à coopérer, même s'il s'agit de la nation la plus puissante du monde. Et le nombre requis, relativement parlant, est assez faible.

Au moment de la rédaction de ce livre, la campagne en faveur de Simpol est déjà bien avancée dans un certain nombre de pays, de manière informelle. Lorsque le nombre d'adhérents aura atteint un niveau significatif dans chaque pays, il est prévu de former progressivement des Organisations nationales de politique simultanée (ONPS). La première de ces organisations nationales à voir le jour sera vraisemblablement celle du Royaume-Uni. L'immatriculation de Simpol-UK est prévue au cours de l'année 2004 sous la forme d'une société à but non lucratif, à responsabilité limitée, avec un droit de vote pour chaque membre du Royaume-Uni. Il est envisagé de constituer prochainement des ONPS au Canada, aux USA et en Australie, pays dans lesquels le nombre d'adhérents est également proche du niveau minimum requis.

La campagne d'adoption de Simpol serait menée dans chaque pays par des groupes de campagnes locaux, chacun d'entre eux étant basé dans une circonscription électorale parlementaire (ou du Congrès américain). Au moment de la rédaction de ce livre, certains groupes locaux Simpol existent déjà. Leur objectif est de faire campagne dans leurs circonscriptions électorales respectives et d'obtenir le plus d'adoptions possibles auprès de citoyens individuels. Ces groupes tenteront d'obtenir le nombre critique qui est nécessaire

pour susciter un intérêt électoral auprès de candidats connus de divers partis politiques pour qu'ils adoptent à leur tour Simpol. Lorsque ce chiffre critique sera atteint dans une circonscription, les candidats de partis existants ressentiront probablement la nécessité d'adopter Simpol pour tenter de s'emparer des votes supplémentaires requis pour gagner un siège parlementaire ou, dans le cas d'un député en poste, pour éviter de le perdre. Grâce à cette tactique générale, il serait parfaitement concevable que plusieurs candidats, voire *tous* les candidats, adoptent Simpol. A l'évidence, plus de candidats le feront, mieux ce sera. Il est également prévu que chaque ONPS concentre son action, dans un premier temps, sur les circonscriptions dont le député ne dispose que d'une majorité très faible et dans lesquelles l'adoption de Simpol par des candidats paraît plus facile. Cela encouragera les campagnes dans d'autres circonscriptions et pays.

Il convient de souligner que la stratégie ci-dessus est surtout appropriée aux systèmes électoraux non proportionnels, aux scrutins majoritaires à un tour, comme ceux qui existent au Royaume-Uni et aux USA. Néanmoins, étant donné que les systèmes électoraux varient d'un pays à l'autre, ISPO a déjà mis au point des stratégies adaptées aux pays dont le système est basé sur la représentation proportionnelle. De plus, un organe de coordination mondial d'ISPO sera probablement nécessaire pour appuyer les activités de toutes les organisations nationales de politique simultanée, au fur et à mesure de leur formation. Au moment de la rédaction de ce livre, cette organisation en est au stade de la planification. Il est donc prévu, lors de l'adoption progressive de Simpol par un nombre croissant de citoyens du monde entier, de faire évoluer sa structure organisationnelle. Cette structure sera locale dans un premier temps avant de devenir mondiale. Elle aidera à atteindre les deux objectifs clés d'ISPO. Le premier de ces objectifs est d'obtenir suffisamment d'adoptions parmi les citoyens, partis politiques et nations. Le second consiste à bâtir une infrastructure permettant de développer et de parachever les mesures politiques de Simpol.[38]

Objections/obstacles à la réforme monétaire compte tenu de la réaction possible des marchés

Les objections aux propositions de réforme monétaire, comme la réforme proposée dans *Creating New Money*, ont été évoquées au chapitre précédent. Nous devons à présent les examiner de façon plus détaillée en tenant compte de l'influence que les marchés mondiaux pourraient exercer sur tout gouvernement qui envisagerait une mise en œuvre *unilatérale, au niveau national.*

(a) Comme il a déjà été mentionné, l'influence relativement forte des marchés mondiaux sur la politique des Etats a engendré une monoculture politique. Ainsi, dès que les partis politiques arrivent au pouvoir, quelle que soit leur couleur, ils ont l'impression d'être muselés. Ils sentent qu'ils n'ont pas vraiment d'autre choix que de se conformer aux paramètres extrêmement étriqués d'une politique économique, environnementale et sociale qui est favorable au monde des affaires et de la finance. La réforme monétaire n'est pas une proposition qui risque de s'aligner sur ces paramètres, tout particulièrement si l'on considère la position prise sur les banques commerciales !

[38] Pour consulter la dernière version de la politique provisoire de Simpol, rendez-vous sur notre site www.simpol.org et cliquez sur « Proposition de politique » (« Policy Proposals »)

(b) S'il est juste de dire que la réforme monétaire, *dès qu'elle sera mise en oeuvre,* pourra améliorer la compétitivité économique d'une nation, un risque potentiellement significatif se pose néanmoins pendant la période transitoire ; c'est-à-dire entre son adoption en tant que politique officielle par tout parti important et le moment de sa mise en œuvre effective. Pendant cette phase précédant la mise en œuvre, si le parti concerné est au pouvoir, ou alors, s'il a des chances sérieuses de remporter les prochaines élections, les marchés mondiaux auront eu amplement le temps d'intervenir pour exprimer leur désapprobation. Pour ce faire, ils ne manqueront pas d'utiliser certaines armes comme la dévaluation, l'inflation, le chômage, la fuite de capitaux, etc. Les marchés mondiaux et les banques commerciales sont donc capables de prendre des mesures préventives très fortes en cas de désapprobation de certaines politiques, *même avant* leur mise en œuvre.

(c) En rapport avec l'alinéa (b) ci-dessus, le soutien de l'opinion publique en faveur de la réforme monétaire, développé laborieusement par des militants pendant de nombreuses années, pourrait rapidement s'affaiblir lorsque le public se rendra compte que sa mise en œuvre risquerait d'entraîner des suppressions d'emplois, de menacer la compétitivité d'une nation ou de produire d'autres effets négatifs, même si ce n'est qu'à court terme. L'évaporation du soutien du public pourrait également être aggravée par des campagnes médiatiques lancées par des banques commerciales qui sont opposées à la réforme monétaire – et à la perte de la subvention déguisée dont elles profitent actuellement grâce au système de création monétaire. Cette réforme entraînerait pour elles une perte de compétitivité par rapport aux banques concurrentes implantées dans d'autres pays, ce qui pourrait se traduire par une suppression potentielle d'emplois. Dans ce cas précis, tout parti politique ayant initialement approuvé la réforme monétaire pourrait à son tour changer rapidement d'avis et la supprimer de son manifeste ou de sa plate-forme. Les espoirs de mise en oeuvre de la réforme monétaire seraient alors anéantis et tous les efforts assidus qui auraient été déployés pendant une longue campagne ne serviraient plus à rien.

Dans ces circonstances, les militants de la réforme monétaire devraient se poser la question suivante : est-ce qu'un parti politique quelconque serait même susceptible *de prendre en considération*, en vue d'une éventuelle adoption, une politique qui enlèverait aux banques commerciales leur prérogative de création monétaire ? Sans parler d'une mise en œuvre par un gouvernement sur une base unilatérale, au niveau national ! S'ils estiment que c'est improbable, ils pourront proposer d'utiliser le concept de la politique simultanée pour faire progresser le mouvement pour la réforme monétaire. Cela ne signifie aucunement, comme nous le verrons après, qu'ils devront abandonner leurs efforts dans la campagne menée pour la mise en œuvre unilatérale de la réforme monétaire.

Arguments spécifiques en faveur de la politique simultanée

L'argument principal en faveur de la politique simultanée (Simpol) est essentiellement un argument négatif : des propositions comme la réforme monétaire ne seront vraisemblablement jamais mises en oeuvre *autrement que* simultanément par de nombreuses nations, voire toutes les nations, pour les diverses raisons qui ont déjà été évoquées.

Néanmoins, les arguments spécifiques en faveur de Simpol sont les suivants :

(a) Une action internationale et simultanée permettrait de supprimer les craintes de gouvernements, de partis politiques, d'entreprises et de citoyens d'être le premier à « se lancer tout seul ». Cela supprimerait donc l'éventualité de mesures de représailles ou de mesures préventives quelconques par les marchés financiers ou les banques commerciales pour contrecarrer sa mise en œuvre. L*'adoption* de Simpol par les gouvernements ou les politiciens ne présenterait donc aucun risque dans la mesure où cette mise en œuvre n'aurait lieu que simultanément : c'est-à-dire lorsque toutes les nations ou un nombre suffisant de nations feront de même. Cela permettrait d'éliminer les objections généralement avancées par les sociétés selon lesquelles des politiques favorables aux aspects sociaux ou environnementaux nuisent à leur compétitivité par rapport à des sociétés d'autres pays. En ce qui concerne la réforme monétaire, par exemple, les banques commerciales ne pourraient plus invoquer le "manque de compétitivité" comme une objection valable. Elles ne pourraient plus fonder toute pression défensive sur cet argument ni sur toute menace de suppression d'emplois induite par la politique. En éliminant ces obstacles et objections clés, Simpol représenterait donc une stratégie puissante basée sur un consensus qui ne risquerait pas de détruire le soutien de l'opinion publique. L'adoption de Simpol par un nombre croissant de citoyens, de partis politiques et de nations permettrait d'augmenter progressivement la pression sur les autres jusqu'à son adoption par un nombre suffisant de nations et jusqu'à sa mise en oeuvre.

(b) Etant donné de Simpol est une « *future politique* », ce qui signifie que les mesures spécifiques de cette politique ne seraient mises en oeuvre que de manière simultanée à un certain moment, les *politiques actuelles* menées par les gouvernements, politiciens et partis politiques n'en seraient nullement affectées. Ceux-ci ne devraient donc pas modifier leurs politiques ou plates-formes existantes s'ils décidaient d'adopter Simpol. En tant que principe général, Simpol pourrait donc être adoptée pratiquement par tout parti politique, quelle que soit sa couleur, puisqu'elle ne présente aucun risque pour les politiciens. De plus, elle leur permettrait de poursuivre leurs programmes actuels jusqu'au moment de son adoption par toutes les nations ou un nombre suffisant de nations.

(c) Bien que de nombreuses organisations qui constituent le Mouvement pour la justice mondiale ne semblent pas encore vouloir le reconnaître, quantité de réformes défendues par ce mouvement entrent, dans une large mesure ou dans une certaine mesure, dans la catégorie de politiques proposées par Simpol. Les réformes proposées par ces organisations pourraient nécessiter une mise en œuvre simultanée plutôt qu'une mise en œuvre unilatérale. Lorsqu'elles l'auront complètement admis, les militants de tous horizons pourront néanmoins rassembler leurs propositions de politiques, sous l'égide de Simpol ; ce qui présentera l'avantage d'harmoniser les revendications pour les mettre en oeuvre. Simpol pourrait donc servir réellement à harmoniser et à mettre en œuvre un programme politique englobant des thèmes mondiaux multiples.

(d) Il n'est pas nécessaire que le nombre de vote requis pour obtenir l'adoption de Simpol par les principaux partis politiques de nombreux pays soit élevé. En fait, avec les systèmes électoraux « majoritaires à un tour », ISPO n'aurait besoin d'attirer qu'un nombre suffisant d'adhérents pour détenir un contrepoids critique et faire pencher la balance en faveur de tel ou tel parti politique ; et pour faire adopter Simpol par un des deux principaux partis ou par les deux partis à la fois. Comme il a été démontré lors de l'élection présidentielle de 2000, ce contrepoids critique peut être extrêmement faible. Ainsi, bien que l'objectif visant à faire adopter Simpol par toutes les nations ou un

nombre suffisant de nations puisse, au premier abord, sembler une tâche ambitieuse mais irréalisable, le nombre d'adhérents requis pourrait en fait être plus faible que celui qui avait été imaginé au départ.

(e) Simpol pourrait offrir un modèle électoral alternatif complètement novateur qui pourrait plaire à certains acteurs de la scène politique.[39] Néanmoins, compte tenu qu'ISPO n'est pas un parti politique, cette organisation possède l'avantage supplémentaire, bien que critique, de pouvoir obtenir le soutien d'électeurs déçus par tous les partis politiques, d'électeurs qui étaient indifférents par le passé ou exprimaient leur opinion par un « vote de protestation ». Etant donné que de plus en plus de sièges ou d'élections sont très disputés, la réintégration de ces électeurs dans le processus électoral, en tant qu'adhérents de Simpol, pourrait bel et bien changer la donne.

(f) Simpol pourrait devenir une stratégie viable pour surmonter le problème du financement des partis politiques par des sociétés privées – un autre facteur qui est susceptible d'entraver l'adoption de politiques comme la réforme monétaire. La proposition appelée « La carotte et le bâton », décrite précédemment, pourrait mettre les politiciens dans une situation délicate. En effet, ils pourraient craindre de perdre leurs sièges au profit d'adversaires ayant adopté Simpol s'ils persistaient à accepter des incitations financières pour agir en faveur des milieux d'affaires.

(g) Depuis les atrocités du 11 septembre 2001, la tolérance des instances de l'Etat à l'égard des manifestations de rues ou d'autres formes de protestations est devenue extrêmement faible. Etant donné que la politique simultanée fonctionnerait *par l'intermédiaire* de systèmes politiques existants, elle n'est nullement tributaire de mouvements de protestation. Elle dépend seulement du maintien du droit de vote des citoyens. Contrairement à la plupart des autres ONG, il serait impossible d'accuser ISPO de ne pas être démocratique, de perturber d'une quelconque manière l'ordre public ou de refuser de s'engager dans des processus politiques bien établis.[40] Néanmoins, nous ne voulons pas dire que les manifestations non violentes représentent une forme d'action inappropriée. En fait, les protestations sont certainement vitales si l'on veut « réveiller » l'opinion publique et attirer son attention sur des problèmes mondiaux. Mais l'élément clé, c'est que Simpol offre au Mouvement pour la justice mondiale un moyen vraiment complémentaire et potentiellement efficace pour poursuivre ses objectifs politiques car Simpol ne *repose* ni sur la protestation ni sur des moyens de pression conventionnels.

Arguments contre la Politique Simultanée et réponses possibles aux questions posées

[39] Pour donner un exemple de l'attrait que présente Simpol à l'égard de tous les partis, des remarques favorables à Simpol ont été faites par des anciens membres du Parlement, tant du parti travailliste que du parti conservateur, ainsi que par des parlementaires d'autres partis et d'autres pays.

[40] Certaines ONG ont déjà été menacées par le gouvernement des Etats-Unis et des groupes de réflexion financés par des entreprises comme le American Enterprise Institute (AEI). Voir par exemple l'article de Naomi Klein paru dans the Globe and Mail, le 20 juin 2003, *Bush to NGOs: Watch Your Mouths* dans lequel l'AEI est cité pour avoir déclaré que « La croissance extraordinaire de certaines ONG plaidant des causes diverses dans les démocraties libérales pourrait ébranler la souveraineté de démocraties constitutionnelles ».

Les objections qui sont habituellement formulées à l'encontre de Simpol et les réponses données sont les suivantes : [41]

a) **La perspective que toutes les nations ou pratiquement toutes les nations fassent *quoi que ce soit*, sans parler de mettre en place simultanément un éventail complexe de mesures comme celles que propose Simpol, semble complètement irréaliste.**

Nous admettons que cette remarque représente une inquiétude fondée. Néanmoins, la question clé est de savoir si, dans les circonstances actuelles, une mise en œuvre unilatérale est plus réaliste ou moins réaliste qu'une mise en œuvre simultanée. Dans quelle mesure est-il réaliste après tout d'envisager qu'un seul groupe ou qu'un groupe restreint de nations mette en œuvre unilatéralement des politiques risquant de provoquer des réactions négatives de la part des marchés financiers et qui vont par conséquent *à l'encontre* de leurs propres intérêts ? Bien que la réussite de Simpol puisse paraître, il faut le reconnaître, extrêmement ambitieuse, il semble logiquement difficile de concevoir une autre méthode de mise en oeuvre pour de telles politiques.

Si, par contre, ISPO avait réussi à obtenir l'adoption de Simpol par l'UE, les USA et le Japon, grâce au soutien du Mouvement pour la justice mondiale, la perspective de voir toutes les autres nations ou pratiquement toutes les autres nations adopter la même attitude ne semble pas si impossible. En outre, il paraît inévitable malheureusement que la situation précaire dans laquelle se trouve le monde aujourd'hui, aux plans économique, social et environnemental, ne va pas aller en s'améliorant au cours des prochaines années. La pression exercée sur les politiciens et les entreprises pour soutenir Simpol s'accentuera donc progressivement. Bien que Simpol puisse apparaître aujourd'hui aux yeux des élites de la planète comme une politique absolument indésirable, il se pourrait qu'elle ne le soit plus autant dans quelques années et qu'elle devienne même plébiscitée. En effet, lorsque la situation sera vraiment terrible et quand il sera devenu évident que le maintien du statu quo ne peut conduire qu'au désastre, le fait que les politiciens et les milieux d'affaires puissent envisager une seconde de ne pas coopérer pour soutenir la mise en œuvre de Simpol semblera alors aussi impensable que l'idée d'une absence de concurrence de nos jours. D'ici là, il sera dans l'intérêt de pratiquement tout le monde de coopérer pour mettre en oeuvre Simpol.

b) **Est-ce vraiment nécessaire de faire adopter Simpol par toutes les nations avant de lancer la mise en oeuvre ? IL est évident que cela ne marchera jamais.**

L'adoption de Simpol par *toutes* les nations *n'est pas* absolument nécessaire. Toutefois, il est évident que, pour réussir la mise en oeuvre, l'adoption par un nombre minimum et *suffisant* de nations permettrait d'éviter que certaines nations ne l'ayant pas adoptée n'exploitent la situation à leur profit. De plus, la détermination du nombre minimum et du « nombre suffisant » de nations dépendra probablement de la mesure politique de Simpol qui sera envisagée. En ce qui concerne la réforme monétaire par exemple, le terme « suffisant » pourrait signifier toutes les nations situées dans une région jugée suffisamment stable pour les banques commerciales et

[41] Pour consulter les discussions plus détaillées sur les objections potentielles et les réponses apportées, voir la page FAQ du site web de Simpol : www.simpol.org.

les centres financiers. Mais, en cas de démantèlement de toutes les armes nucléaires, le terme « suffisant » pourrait simplement désigner toutes les nations qui possèdent ou sont suspectées de posséder ces armes. En fin de compte, un « nombre suffisant de nations », correspondra au nombre de nations requis lorsque toutes les personnes concernées estimeront que ce chiffre est approprié pour garantir une mise en œuvre réussie.

Par conséquent, le critère de Simpol, à savoir « toutes les nations ou pratiquement toutes les nations », ne doit pas être interprété comme une condition *sine qua non* mais plutôt comme une *stratégie s'appuyant sur un consensus ;* un moyen de supprimer les objections clés et donc de persuader les citoyens, les organisations et les Etats de répondre « oui » au lieu de « non » à ces propositions de politiques.

c) Le protocole de Kyoto a quand même été adopté sans les USA. Pourquoi aurait-on alors besoin de toutes les nations ou d'un nombre suffisant de nations pour mettre en oeuvre simultanément ces politiques ?

Si le protocole de Kyoto a été mis en oeuvre par la communauté internationale sans la participation des USA, c'est probablement parce que les dispositions actuelles du protocole sont si modérées.[42] Ceci étant, la perte d'avantage concurrentiel qu'auraient pu subir les nations ayant ratifié le protocole ne serait certainement pas significative par rapport à des nations comme les Etats-Unis qui ont refusé d'y participer. Mais si les dispositions du protocole avaient imposé une réduction des émissions *beaucoup plus stricte* – ce qui serait vraiment nécessaire pour exercer un véritable impact sur le réchauffement de la planète – aucune nation importante n'aurait probablement jamais donné son feu vert sans l'engagement des autres nations. En effet, les coûts supplémentaires importants que leurs industries devraient supporter par rapport aux nations non participantes ne seraient pas tenables, économiquement parlant : la perte de compétitivité serait tout simplement trop grande. Par conséquent, il est absolument correct de dire que ces politiques n'ont pas besoin d'une mise en œuvre simultanée. Mais, dans ce cas, leurs dispositions seraient si faibles et si inefficaces que leur existence même pourrait être remise en question. Si l'on souhaite donc conclure des accords internationaux qui aient un impact réellement *significatif* sur les problèmes environnementaux ou économiques qu'ils sont supposés résoudre, la seule façon d'y parvenir, c'est que toutes les nations ou pratiquement toutes les nations les mettent en œuvre simultanément. D'où la valeur potentielle du processus proposé par Simpol.

d) Si toutes les nations doivent mettre en oeuvre simultanément une réforme, cette condition pourrait inciter le monde des affaires ou les Etats à ne rien faire ou au moins à retarder la mise en oeuvre.

Cette objection semble extrêmement valable compte tenu des expériences habituelles en matière de tentatives de ratifications de traités. Néanmoins, deux raisons permettent de réfuter ces objections:

[42] Les dispositions du protocole de Kyoto stipulent une réduction de 5 % des émissions par rapport aux objectifs fixés en 1990. Néanmoins, la plupart des experts en climatologie s'accordent à dire qu'une réduction de 50 à 60 % est nécessaire pour avoir un impact significatif sur le réchauffement de la planète.

(i) Premièrement, le moteur du processus d'adoption de Simpol, dans les pays qui organisent des élections, serait incarné par des *citoyens individuels* et par leur engagement à voter pour tout politicien ayant d'ores et déjà adopté Simpol. Si l'on y réfléchit bien, les politiciens n'adopteront pas Simpol de leur propre initiative ; ils ne le feront *que si leur succès aux élections en dépend.* Les citoyens, grâce à leur adoption, auraient donc la capacité d'amener les gouvernements à le faire, le contraire n'étant pas vrai. Ainsi, dans les pays organisant des élections les acteurs clés ne seraient ni les gouvernements ni les politiciens mais les *citoyens eux-mêmes.* A ce titre, en appliquant le processus de Simpol, il n'y a vraiment aucun risque que les gouvernements nationaux retardent la mise en œuvre. Si retard il y a, il viendra des citoyens. Mais puisque la mise en œuvre de Simpol est principalement destinée à *profiter* aux citoyens (plutôt qu'aux sociétés, banquiers ou financiers), il n'y a aucune raison de supposer qu'ils agissent ainsi. En fait, il a été suggéré que c'est le contraire qui se passera probablement et qu'il n'y aura pas du tout de retard.

Par conséquent, il existe au fond moins de raisons de s'attendre à des retards avec Simpol qu'avec le système actuel de ratification de traités internationaux, lesquels sont organisés à l'initiative des gouvernements. Ce système, par crainte de répercussions néfastes sur la nation faisant le premier pas, regorge d'excuses plausibles pour retarder les mesures ou les rejeter purement et simplement dès le départ. Par contre, Simpol permettrait non seulement de supprimer ces excuses mais confierait le contrôle du processus aux citoyens. Ce système serait d'autant plus valable que, sans la coopération des USA, peu de choses sont susceptibles d'être réalisées, et, comme nous l'avons vu, Simpol offre aux citoyens un outil puissant qui leur permet de contrôler le respect des engagements pris par leurs gouvernements respectifs – incluant les USA.

(ii) Egalement, il convient de noter que Simpol permet une distinction nouvelle, mais néanmoins critique, entre deux catégories de politiques fondamentalement différentes. La première catégorie concerne les politiques dont la mise en oeuvre unilatérale pourrait avoir un impact *négatif* sur la compétitivité d'une nation, les marchés financiers, etc. Ces politiques correspondent à la catégorie à laquelle appartient Simpol. La deuxième catégorie comprend les politiques qui pourraient avoir un impact neutre voire *positif* sur la compétitivité d'une nation en cas de mise en œuvre unilatérale.

Le concept de Simpol ne s'appliquerait naturellement qu'aux politiques risquant d'avoir un impact *négatif.* Toutes les politiques ayant un impact neutre ou positif seraient, bien sûr, suivies indépendamment et unilatéralement par chaque nation et ces politiques n'auraient rien à voir avec Simpol. Après tout, les nations ne souhaiteront pas retarder la mise en œuvre de politiques pouvant avoir un impact *positif* sur leur compétitivité ! En effet, si elles décident d'attendre les autres, tout ce qu'elles réussiront à faire, c'est de perdre leur avantage concurrentiel, ce qui n'est vraiment pas l'objectif recherché ! De même, il est complètement irréaliste de s'attendre à ce que des

nations mettent en oeuvre unilatéralement des politiques susceptibles d'avoir un impact *négatif* sur leur compétitivité. Dans ce cas, Simpol pourrait clairement proposer une manière plus réaliste, plus pratique et plus rapide pour aller de l'avant.

De plus, en distinguant clairement ces deux catégories de politiques et en tenant compte de la catégorie à laquelle chaque proposition de réforme appartient, le Mouvement pour la justice mondiale pourrait parvenir à une stratégie bien plus cohérente dans la recherche de mise en œuvre de politiques relevant des *deux* catégories. Celles de la catégorie précédente (négative) pourraient être suivies par le Mouvement pour la justice mondiale en appliquant le concept de Simpol, conjointement avec ISPO ; celles de la dernière catégorie (positive) pourraient être suivies dans le cadre d'une mise en œuvre nationale et unilatérale, selon les méthodes habituelles. En faisant cette distinction et en sélectionnant donc la stratégie de mise en œuvre appropriée, la poursuite des deux catégories de politiques créerait un soutien mutuel tout en évitant toute confusion excessive et tout retard éventuel.

e) Mais quelle attitude faut-il adopter vis-à-vis de certains pays du soi-disant « Tiers Monde » dont les gouvernements sont dirigés par des dictateurs ou qui sont fortement influencés par des milieux d'affaires étrangers. Comment peut-on persuader ces pays d'adopter Simpol ?

Comme le sous-entend cette question, la plupart de ces pays sont maintenus dans cette situation épouvantable à cause d'intérêts de sociétés ou de gouvernements étrangers – habituellement de pays occidentaux. Par conséquent, il serait donc logique de faire pression en premier lieu sur les pays riches ou sur les entreprises qui sont responsables du maintien de cette exploitation abusive. Si les électeurs des pays riches, grâce à l'adoption de Simpol, pouvaient amener leurs partis politiques et gouvernements respectifs à adopter Simpol, les gouvernements corrompus des pays en voie de développement qu'ils soutiennent subiraient à leur tour cette pression.

De plus, s'il est possible d'identifier des sociétés spécifiques, les adhérents de Simpol qui résident dans les pays plus riches pourraient exercer une pression supplémentaire et organiser des boycottages de consommateurs. Ces adhérents menaceraient alors de maintenir les boycottages jusqu'à ce que les entreprises concernées fassent suffisamment pression en faveur de l'adoption de Simpol sur les gouvernements des pays en développement. Tout en ne sous-estimant pas la pression qui pourrait être exercée sur ces gouvernements par les habitants mêmes de ces pays. Ils pourraient également s'unir aux adhérents de Simpol qui résident dans les pays plus riches pour exercer une pression électorale suffisante ou tout autre moyen de pression approprié et forcer ainsi tous les gouvernements à adopter Simpol.

A nouveau, ce scénario peut paraître irréaliste si on le juge sévèrement, en utilisant les normes et critères très faibles auxquels nous sommes habitués dans le monde politique d'aujourd'hui. Néanmoins, si on le considère comme un *processus de développement,* avec comme toile de fond la détérioration progressive de la situation mondiale, il est manifeste que de nombreux politiciens et quelques gouvernements des démocraties occidentales l'auront *d'ores et déjà* probablement adoptée. Et ce,

bien avant que nous n'ayons eu le temps de persuader certains pays en voie de développement corrompus de l'intérêt que présente pour eux l'adoption de Simpol. L'opinion publique mondiale soutiendrait déjà fortement Simpol et les normes et attentes du public seraient alors probablement tout à fait différentes de ce quelles sont à l'heure actuelle. Au vu de ces nouvelles circonstances et étant donné que les problèmes mondiaux semblent se diriger vers une crise inéluctable, les gouvernements et sociétés des pays occidentaux seraient sous une pression extrême pour ramener les gouvernements corrompus dans le droit chemin. Car, avant de parvenir à cette situation, le maintien du statu quo ne représentera certainement plus une solution viable ni attrayante pour ceux-ci. La solution alternative pour appuyer une transition méthodique vers un ordre mondial basé sur la coopération, que Simpol faciliterait, pourrait bien être la seule alternative raisonnable.

CHAPITRE 4

UN PLAN D'ACTION POUR LA REFORME MONETAIRE
Par James Robertson et John Bunzl

Dans ce chapitre de conclusion, nous allons résumer les types de mesures nécessaires à la promotion de la réforme monétaire et expliquer le rôle que la politique simultanée pourrait jouer.

Les chapitres 1 et 2 font comprendre deux choses. Tout d'abord, que la pression mondiale en faveur de la réforme monétaire continuera à s'accroître. Deuxièmement, que les aspects internationaux de la réforme monétaire sont d'une importance capitale.

La réforme monétaire entraînera toute une série de changements, aux niveaux national, local, international et mondial. Ces changements porteront, entre autres, sur le mode d'émission des monnaies officielles et seront gérés pour répondre aux besoins des individus de manière juste et efficace. Le rôle des devises complémentaires et des quasi-devises, émises par des organisations commerciales et des groupes locaux pour répondre aux besoins de leurs membres, sera accru ; l'activité économique du 21ème siècle sera caractérisée par une plus grande pluralité de devises. Dans ce livre, nous sous sommes consacrés à la réforme des devises officielles. C'est une réforme à part entière qui est nécessaire et dont la mise en œuvre pourrait être facilitée par la politique simultanée décrite au chapitre 3.

Au même titre que d'autres réformes importantes, destinées à réparer l'injustice et restaurer l'équilibre du pouvoir et de la richesse entre les riches et les pauvres, au niveau individuel mais également entre les nations, la démarche suivante semble réaliste : dans les pays riches, la campagne en faveur de la réforme monétaire devra initialement être menée par des particuliers engagés et par des organisations non gouvernementales (ONG). A un certain stade, la campagne fera l'objet d'un soutien accru de la part des petites entreprises, du monde agricole et d'autres secteurs économiques qui pâtissent du système actuel dominé par le monde de l'argent et de la finance. Par la suite, l'on peut envisager une augmentation du soutien des principaux acteurs de la vie politique, de politiciens, de fonctionnaires, de spécialistes de la finance et d'économistes/universitaires ; mais seulement lorsqu'ils auront compris que la balance risque/récompense penche en faveur de la réforme monétaire – en les encourageant à s'informer sur les détails de cette réforme et à tenir compte sérieusement des arguments en faveur de son introduction.

En évaluant ce risque, les politiciens devront prendre en considération l'élément suivant, comme il a été expliqué au chapitre précédent : l'éventualité d'un impact négatif en cas d'introduction unilatérale de la réforme monétaire, en termes de compétitivité nationale, de marchés financiers, d'emploi, etc. Cette évaluation amènera à examiner, en temps opportun, la question d'une mise en oeuvre unilatérale ou simultanée et à décider de la solution la plus appropriée.

Dans l'intervalle, l'action menée par les particuliers et les ONG pour promouvoir la réforme monétaire pourra se présenter sous les formes suivantes :

- Les militants et les organisations soutenant la campagne dans un pays spécifique pourront la promouvoir dans leur propre pays.
- Les militants et les organisations soutenant la campagne, issus de différents pays, pourront coopérer entre eux pour la promouvoir dans leurs pays.
- Les militants et les organisations soutenant la campagne, issus de différents pays, pourront coopérer pour promouvoir des devises internationales et une devise mondiale, comme l'euro et la future devise mondiale.

Action par les militants et les organisations soutenant la campagne pour promouvoir la réforme monétaire dans leur propre pays

Des tâches importantes et nombreuses entrent dans cette rubrique.

La première tâche consiste à sensibiliser l'opinion publique et à stimuler le débat sur les questions abordées dans les chapitres 1 et 2, c'est-à-dire :

- Le système actuel de création monétaire nationale ;
- Pourquoi la proposition de réforme monétaire est nécessaire pour s'attaquer à l'inefficacité et à l'injustice de ce système ;
- Pourquoi doit-on lutter pour obtenir les sept avantages importants énumérés au chapitre 1;
- Quels changements seront apportés dans la pratique par la réforme proposée ;
- Pourquoi ce sera la prochaine étape naturelle dans l'histoire de l'évolution monétaire ;
- Pourquoi le principe sur lequel repose la proposition de réforme monétaire nationale nous guidera également pour s'attaquer aux défauts les plus flagrants et aux injustices du système monétaire *international* actuel ; et
- Comment réagir face à l'ignorance générale de ce sujet parmi les politiciens, les fonctionnaires, les spécialistes, les commentateurs de presse et les économistes et face au constat que ceux-ci préfèrent éviter le sujet alors qu'ils devraient vraiment se sentir concernés.

Un des objectifs consiste à faire exercer une pression par le monde politique et l'opinion publique afin de persuader les ministres responsables de la banque centrale nationale et le ministère de l'Economie et des Finances (le ministère des Finances au Royaume-Uni) :

- Pour qu'ils publient la perte potentielle de recettes publiques et les profits spéciaux dont bénéficient les banques commerciales par le biais du système actuel de création monétaire ;
- Pour expliquer, le cas échéant, quels seront les avantages, correspondant à ces coûts, pour l'économie nationale et la société ; et
- Pour dire s'ils acceptent l'idée que la réforme proposée aurait bien les avantages énumérés au chapitre 1, et, en cas de réponse négative, leur en demander la raison.

Il sera tout aussi important de persuader les fonctionnaires qui sont responsables de la politique monétaire de publier leurs meilleures estimations sur les profits tirés par les pays émetteurs des principales devises de réserve internationale (dollar américain, euro, yen et sterling), aux frais du reste du monde.

Une seconde tâche, qui est néanmoins étroitement liée à la première, consiste à expliquer clairement la raison pour laquelle la plupart des arguments qui sont systématiquement avancés contre la réforme monétaire, mentionnés au chapitre 2, sont fondés sur un malentendu, de fausses informations et un plaidoyer spécial en faveur du secteur bancaire et d'autres bénéficiaires du système actuel.

Il n'y a aucune raison pour que toutes ces actions ne soient pas entreprises par des personnes travaillant séparément les unes des autres, dans leurs pays respectifs. Mais une coopération entre des personnes de différents pays pourrait les aider à améliorer leur efficacité.

Action par les militants et les organisations soutenant la campagne pour promouvoir la réforme monétaire dans les pays des autres militants

En fait, il existe de bonnes raisons pour que des personnes de différents pays tentent d'apporter leur aide et leur soutien dans le cadre des actions mentionnées ci-dessus. Comme dit le proverbe, Nul n'est prophète en son pays ! Les idées et propositions soutenues à l'étranger suscitent souvent un plus grand intérêt que celles émanant de ses propres concitoyens – tout comme les entreprises attachent souvent une plus grande valeur aux opinions de consultants externes qu'à celles de leurs propres employés.

Les personnes appuyant la réforme monétaire en Grande-Bretagne sont déjà en contact étroit avec des personnes qui la soutiennent dans d'autres pays, tout particulièrement en Europe et aux USA, au Canada et dans d'autres pays de langue anglaise. Mais nous devons développer le système existant d'échange d'informations pour mener des campagnes communes plus actives.

Comme il a été mentionné au chapitre 2, les campagnes menées par des ONG actives dans le monde entier pour promouvoir la réforme du système monétaire international, système qui est à l'évidence injuste et inefficace, ne peuvent que prendre de l'ampleur. Cela permettra de faciliter indirectement l'éveil des consciences à la nécessité de réformes nationales similaires, ce qui renforcera les efforts des groupes nationaux faisant campagne pour ces réformes. Le principe commun sur lequel sont basées les deux actions encouragera de plus en plus les militants engagés dans la campagne de réforme monétaire, aux plans national et international, à se soutenir mutuellement.

Coopération de militants et d'organisations soutenant la campagne dans différents pays pour promouvoir la réforme monétaire internationale

La campagne en faveur d'une réforme monétaire internationale devra à l'évidence être basée sur la coopération entre des ONG de différents pays.

Ce type de coopération est déjà fortement développé entre des ONG qui participent à certains rassemblements, comme le sommet de Johannesburg, en août 2002, et à d'autres réunions organisées par la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce, le Programme Environnement de l'ONU, Habitat, etc. Mais jusqu'à présent, leur coopération a surtout consisté à réformer et à s'opposer à des politiques internationales portant sur des échanges et des investissements qui nuisent au bien-être des personnes des pays plus pauvres ainsi qu'aux écosystèmes de la planète. En fait, leur action en faveur de la réforme monétaire

internationale a été plutôt limitée. Cette situation doit changer. Les ONG doivent reconnaître que, aussi valables et nécessaires que soient leurs campagnes actuelles, si le niveau d'injustice et d'inefficacité qui prévaut actuellement continue à être subordonné aux rouages du système monétaire mondial, alors les mesures destinées à améliorer les échanges et les investissements mondiaux en faveur des pays plus pauvres, ou à réduire leur dette actuelle, n'auront qu'une portée limitée et qu'un effet à court terme.

Le concept de la politique simultanée

En ce qui concerne la réforme monétaire *mondiale*, la nécessité d'appliquer la politique simultanée ne fait aucun doute. Une réforme ne peut être mise en oeuvre que si un nombre suffisant de gouvernements nationaux se mettent d'accord et si ces derniers exercent une influence collective ayant assez de poids. La politique simultanée offre aux citoyens une méthode pratique pour amener leurs Etats respectifs à coopérer dans ce sens. Les doutes exprimés par des réformateurs du système monétaire quant au caractère approprié de l'adoption de la politique simultanée ne sont justifiés que s'ils sont formulés à l'encontre d'une réforme monétaire mise en œuvre au niveau national, par des Etats individuels – et dans des zones de devises communes comme la zone euro.

Il existe de bonnes raisons de croire que la réforme monétaire, une fois qu'elle sera introduite, ne portera pas atteinte à la compétitivité générale d'un pays au plan international ni au bien-être de sa population. Elle sera bien au contraire un facteur d'amélioration. En principe, de bons arguments pourraient donc être présentés à de nombreux pays pour qu'ils lancent cette réforme unilatéralement, en avance par rapport aux autres pays. Une analyse économique est requise pour fournir les meilleures estimations possibles sur les coûts totaux liés à une réforme unilatérale, par exemple dans un pays comme le Royaume-Uni, ainsi que sur les avantages pouvant en découler.

Sur le plan pratique, il est néanmoins réaliste de reconnaître que les secteurs riches et puissants qui bénéficient du système actuel continueront à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour dissuader l'opinion publique et les milieux politiques de mettre en œuvre cette réforme ou pour les laisser dans l'ignorance. Pour ce faire, ils insisteront sur les impacts négatifs à court terme que ces politiques pourraient avoir sur des secteurs comme les banques commerciales. En tenant compte de cette opposition, la tâche ne sera pas aisée et cela prendra vraisemblablement un certain temps pour mettre en œuvre la réforme monétaire uniquement dans un pays ou un groupe restreint de pays. Et si le pouvoir de certains secteurs, capables de déplacer facilement leurs activités dans le monde entier, devenait finalement trop puissant, il pourrait même être impossible d'envisager une mise en œuvre unilatérale. C'est l'argument habituel qui est avancé à l'encontre de la politique simultanée. Mais il existe également un contre argument et une question importante à laquelle une réponse doit être apportée.

Le contre argument c'est que, en partant pratiquement de rien, il pourrait être encore plus difficile de développer un mouvement mondial puissant pour soutenir la politique simultanée, et que cela prendrait encore plus de temps. Puis, il serait également très difficile d'inclure la réforme monétaire dans le programme de la politique simultanée ; et enfin de mettre en œuvre réellement la réforme monétaire dans un nombre suffisant de pays qui exercent un certain poids sur la scène mondiale.

Néanmoins la réponse semble claire. Quelle que soit la méthode choisie, unilatérale ou simultanée, la mise en œuvre de la réforme monétaire constitue une tâche difficile à réaliser dans un avenir proche. Ce qui signifie, au moins pour l'instant, qu'il serait sage que ses partisans – comme les partisans de nombreuses autres réformes réclamées par le Mouvement pour la justice mondiale – adoptent les *deux* méthodes.

Mais ce point soulève une question importante : est-ce que l'adoption de la politique simultanée signifie la suspension des actions destinées à promouvoir la réforme monétaire dans un pays individuel jusqu'à ce que le moment soit venu pour pouvoir l'introduire dans plusieurs pays ? Si la réponse à cette question était « oui », alors cela ne fait aucun doute que la plupart des réformateurs du système monétaire ne seraient nullement disposés à l'adopter. Fort heureusement, la réponse est « non », au moins pour l'instant.

Les mesures politiques spécifiques à inclure dans le programme de politique simultanée, comme la réforme monétaire, n'ont pas encore été fixées. Par conséquent, le contenu de la politique simultanée n'est que provisoire et le restera vraisemblablement pendant une certaine période. Cette approche progressive et provisoire est fondée sur de bonnes raisons. Tout d'abord, il serait entièrement contraire aux principes démocratiques qu'ISPO fixe sa politique dès le début du projet car les nouveaux membres éventuels ne pourraient plus participer à son développement. Deuxièmement, étant donné que nous vivons dans un monde en pleine mutation et que Simpol prendra vraisemblablement des années à être mise en œuvre, toute politique qui serait fixée définitivement aujourd'hui pourrait être dépassée, voire inappropriée, au moment de la mise en œuvre de Simpol.

Néanmoins, ce qui semble évident aujourd'hui, c'est que Simpol engloberait un programme de réformes portant sur plusieurs problèmes. Par conséquent, l'adoption de Simpol à ce stade ne signifie aucunement l'adoption de toute mesure spécifique. En l'adoptant provisoirement, les réformateurs du système monétaire reconnaîtraient simplement qu'il est encore nécessaire de neutraliser des craintes persistantes sur ses effets éventuels, en termes de compétitivité internationale ou de marchés financiers ; et ce, lorsqu'un soutien suffisant aura été apporté dans un certain nombre de pays en faveur de la réforme monétaire et d'autres réformes importantes. En d'autres termes, en adoptant provisoirement Simpol, les réformateurs du système monétaire seraient couverts, à un moment dans le futur, au cas où les circonstances favoriseraient une introduction simultanée de la réforme monétaire dans différents pays. En même temps, ils s'uniraient à d'autres partisans du Mouvement pour la justice mondiale qui admettent, de la même façon, que nombre des réformes qu'ils demandent pourraient exiger finalement une mise en œuvre simultanée. Pour l'instant, tous ceux qui ont adopté Simpol, qu'ils soient des partisans de la réforme monétaire ou d'autres réformes, seront toujours entièrement libres de faire campagne pour une mise en œuvre unilatérale de leurs propositions respectives. Aucune méthode n'exclut l'autre.

Une adoption provisoire de Simpol pourrait également donner l'occasion aux partisans de la réforme monétaire de tisser de nouveaux liens avec d'autres réformateurs du système monétaire du monde entier qui l'ont d'ores et déjà adoptée ; et, ce qui est peut-être encore plus important, avec des personnes ayant adopté Simpol pour appuyer d'autres réformes, comme celles proposées dans "Earth Emergency Call to Action" (Demande de mesures d'urgence pour sauver la planète) au sommet de Johannesburg de 2002 . Cela pourrait aider à promouvoir la réforme monétaire qui ne serait plus considérée, comme une question isolée que de nombreuses personnes continuent d'éviter tant elle semble compliquée et difficile à

comprendre. En fait, la réforme monétaire constituerait une partie clé d'un programme intégré mondial de réforme politique, sociale et économique dont ces personnes admettent la nécessité. ISPO pourrait donc représenter un moyen utile pour attirer l'attention d'autres défenseurs de la justice mondiale sur la réforme monétaire et pour aider à renforcer le soutien dont elle bénéficie déjà.

Cette méthode combinée, à double voie, nationale et internationale, semble également trouver un écho favorable auprès de militants de tous horizons engagés dans la campagne, qu'ils soient des partisans de solutions mondiales préconisant une ouverture plus sociale des marchés ; ou de solutions mondiales donnant la priorité à la protection et à la rediversification d'économies locales, comme la « localisation ».[43] Le critère de la politique simultanée « toutes les nations ou un nombre suffisant de nations agissant simultanément » indique clairement, d'une part, une approche au niveau mondial. D'autre part, ce critère dépend manifestement de la participation de chaque nation. Par conséquent, alors que Simpol représente une étape évolutionniste de grande importance vers une forme de gouvernance mondiale, elle offrirait dans la même mesure un degré d'autonomie accru à chaque nation par rapport à ce qui existe actuellement. En effet, elle laisserait une plus grande marge de manœuvre pour résoudre des problèmes nationaux et locaux, sous l'égide de Simpol et dans un esprit de coopération. Simpol propose de conjuguer l'unité mondiale à la diversité nationale, ce qui permettrait de créer un terrain d'entente entre le camp des « marchés ouverts, socialement équitables » et le camp de la « localisation ». En fait, la « localisation » est souvent perçue, à tort, par ses détracteurs comme une suppression de la coopération internationale en faveur de solutions purement isolationnistes, nationales ou locales. En fait, les vrais partisans de la localisation admettent qu'un niveau élevé de coopération est également requis pour mettre en œuvre et maintenir en application de nombreuses politiques fondamentales de localisation.

Par conséquent, nous en concluons que les partisans de la réforme monétaire n'ont rien à perdre mais probablement beaucoup à gagner s'ils adoptent Simpol dès maintenant. Il en est de même pour les partisans de quantité d'autres réformes et changements de politiques. Une évolution vers une société mondiale plus juste, plus respectueuse de l'environnement et efficace au plan économique dépend de ces réformes et de ces changements. Ceux-ci sont d'ailleurs désapprouvés par les milieux d'affaires, au motif qu'ils mettraient en danger l'économie nationale et le secteur qui les concerne tout particulièrement.

---

[43] Pour donner des exemples contrastés de ces deux méthodes, en ce qui concerne la « localisation », voir *Localization – A Global Manifesto* by Colin Hines, Earthscan, 2000. Pour la méthode reposant sur des solutions mondiales, voir *The Age of Consent – A Manifesto for a New World Order* par George Monbiot, Flamingo, 2003.

Formulaire d'adoption de la politique simultanée

(Ne pas déchirer ce formulaire. Merci de le photocopier)

Je confirme mon adoption provisoire de la politique simultanée (Simpol). En adoptant provisoirement Simpol, je m'engage à voter à l'avenir pour tout candidat acceptable qui a déjà adopté Simpol ou à encourager mon candidat ou mon parti préféré, si j'en ai un, à adopter provisoirement Simpol. Si je ne dispose d'aucun droit de vote dans mon pays, je m'engage à faire tout mon possible pour influencer mon gouvernement à adopter Simpol.

Je suis au courant que mon adoption de Simpol est provisoire étant donné que Simpol est en cours d'élaboration. Mon adoption provisoire me donne le droit de me joindre à d'autres adhérents pour formuler les mesures vitales de Simpol qui prônent la paix, la justice, la sécurité et la durabilité. Je peux annuler mon adoption de Simpol à n'importe quel moment en avertissant l'Organisation Internationale de Politique Simultanée.

Nom (M./Mme/Mlle) ……..

Prénom ……..……..

Adresse ……

……..

……..……

Code postal ……...Pays.....……

Adresse e-mail ....…….

Nationalité……....

Téléphone (facultatif) ……

Télécopie (facultatif)……...

Signature ……Date ...……..

Veuillez cocher la case appropriée :

□ J'aimerais m'engager dans la campagne d'adoption de Simpol

□ Je suis membre d'autres ONG (veuillez les énumérer)

……..…..

……

□ Veuillez m'envoyer …… copies du livre « *The Simultaneous Policy: An Insider's Guide to Saving Humanity and the Planet* » de John Bunzl. Le prix par livre incluant les frais de port et

d'emballage est le suivant : 12,50 GBP, 23 EUR, 20 USD, 32 CAD, 38 Aus$; 36 CHF, 170 DKK, 210 SEK.

Facultatif : Je souhaite faire un don à l'ISPO. Je joins un chèque libellé à l'ordre de l'ISPO pour le livre et/ou le don, d'un montant de : …… £

Merci !

International Simultaneous Policy Organisation
P.O. Box 26547, London SE3 7YT, UK

www.simpol.org e-mail : info@simpol.org

Tél. : +44 (0)20-8464 4141 Fax : +44 (0)20-8460 2035

BIBLIOGRAPHIE ET AUTRES SOURCES D'INFORMATIONS : REFORME MONETAIRE

David Boyle, *The Money Changers: currency reform from Aristotle to e-cash*, Earthscan, London, 2002.

Richard Douthwaite, *The Ecology of Money,* Schumacher Briefing
No. 4, Green Books, 1999.

Richard Douthwaite, *Defense and the Dollar*, 2002 et Feasta*, Climate and Currency: Proposals for Global Monetary Reform*, 2002, préparé pour le Sommet de Johannesburg sur le développement durable par Feasta – pour les contacts, voir ci-dessous.

Thomas H. Greco, *Money: Understanding and Creating Alternatives to Legal Tender*, Chelsea Green Publishing, USA, 2001.

Romilly Greenhill et Ann Pettifor, *The United States as a HIPC (heavily indebted prosperous country) - how the poor are financing the rich*, New Economics Foundation, London, 2002.

Hazel Henderson, *Beyond Globalization: Shaping a Sustainable Global Economy,* Kumarian Press (for the New Economics Foundation),1999.

Joseph Huber et James Robertson, "Creating New Money: A monetary reform for the information age", New Economics Foundation, London, 2000. www.neweconomics.org

Michael Hudson, *Super Imperialism: The Origin and Fundamentals of World Domination*, Pluto Press, 2003.

Frances Hutchinson, Mary Mellor et Wendy Olsen, *The Politics of Money: Towards Sustainability and Economic Democracy*, Pluto Press, 2002.

Margrit Kennedy, *Interest and Inflation Free Money: Creating an exchange medium that works for everybody and protects the earth*, New Society Publishers, USA.

Bernard Lietaer, *The Future of Money,* Random House, 2000.

Henry C K Liu, *US Dollar Hegemony Has Got To Go,* Asia Times Online Co Ltd, 2002.

Ann Pettifor (ed), *Real World Economic Outlook: the legacy of globalisation: debt and development,* Palgrave Macmillan, 2003.

Prosperity: Freedom from Debt Slavery, un bulletin d'information mensuel édité par Alistair McConnachie, Prosperity, 268 Bath Street, Glasgow G2 4JR – e-mail: admcc@admcc.freeserve.co.uk

Michael Rowbotham,
The Grip of Death: A study of modern money, debt slavery and destructive economics, 1998, and *Goodbye America! Globalisation, debt and the dollar empire,* 2000,
Ces deux ouvrages ont été publiés par Carpenter Publishing, Oxfordshire.

Les documents d'information n° 1, 4, 5 et 9 de Schumacher abordent tous des questions relatives à l'argent et au partage des ressources – pour de plus amples informations, contacter la Schumacher Society, The Create Centre, B-Bond Warehouse, Smeaton Road, Bristol BS1 6XN, England. www.schumacher.org.uk

Rodney Shakespeare et Peter Challen, *Seven Steps to Justice*, New European Publications, London, 2002.
Stephen Zarlenga, *The Lost Science of Money: The Mythology of Money – The Story of Power*, American Monetary Institute. www.monetary.org. Email: ami@taconic.net

ORGANISATIONS

Christian Council for Monetary Justice
Peter Challen peter@southwark.org.uk

Committee on Monetary and Economic Reform (COMER)
www.comer.org
William Krehm wkrehm@comer.org

FEASTA, the Foundation for the Economics of Sustainability
9 Lower Rathmines Road, Dublin 6, Ireland;
feasta@anu.ie
www.feasta.org

Forum for Stable Currencies
www.intraforum.net/money
Peter Challen peter@southwark.org.uk
Sabine Kurjo McNeill sabine@globalnet.co.uk

Lebensgarten Eco-Village, Steyerberg, Germany
Groupes de travail internationaux sur la réforme monétaire
Professeurs Declan et Margrit Kennedy, www.lebensgarten.de

New Economics Foundation
www.neweconomics.org
info@neweconomics.org

South African New Economics Foundation (SANE)
sane@sane.org.za
www.sane.org.za
Aart de Lange ardl@iafrica.com
Margaret Legum legum@mweb.co.za

Remarque : Les ouvrages et organisations figurant dans la liste ci-dessus vous fourniront, si vous le souhaitez, beaucoup d'autres références.

BIBLIOGRAPHIE ET AUTRES SOURCES D'INFORMATIONS : POLITIQUE SIMULTANEE

John Bunzl, *The Simultaneous Policy – An Insider's Guide to Saving Humanity and the Planet,* New European Publications, London 2001. Plusieurs articles succincts sur la politique simultanée peuvent être téléchargés directement à partir de la page « Campaigning » du site web, www.simpol.org.

John Gray, *False Dawn – The Delusions of Global Capitalism,* Granta Books, London 1998.

Noreena Hertz, *The Silent Takeover – Global Capitalism and the Death of Democracy,* William Heinemann, London 2001.

Colin Hines, *Localization – A Global Manifesto,* Earthscan, London 2000.

Hans-Peter Martin & Harald Schumann, *The Global Trap – Globalization and the Assault on Democracy and Prosperity,* Zed Books, London 1997.

George Monbiot, *The Age of Consent – A Manifesto for a New World Order,* Flamingo, London 2003.

Layna Mosley, *Global Capital and National Governments,* Cambridge University Press, Cambridge, 2003.

ORGANISATIONS

International Simultaneous Policy Organisation (ISPO)
P.O. Box 26547, London SE3 7YT, UK
www.simpol.org info@simpol.org

Commande de livres

Pour commander des exemplaires de ***Creating New Money***, de James Robertson, ouvrage écrit en collaboration avec Joseph Huber, veuillez contacter the New Economics Foundation, 3 Jonathan Street, London SE11 5NH, UK.
e-mail : **info@neweconomics.org**. Tél. 020-7820 6300.

Pour commander des exemplaires de ***The Simultaneous Policy***, de John Bunzl, ou d'autres ouvrages de la série ***Making it Happen !*** d'ISPO, veuillez contacter the International Simultaneous Policy Organisation, P.O. Box 26547, London SE3 7YT, UK.
e-mail : **info@simpol.org**. Tél. 020-8464 4141.

Des louanges pour la politique simultanée

« Votre proposition représente une idée élégante sur la manière de changer le monde. Elle reflète les idées de base de la création d'un consensus autour d'un changement. C'est le plus grand défi que nous devons relever ! »
Ed. Mayo. Ancien directeur exécutif, New Economics Foundation

« C'est un programme ambitieux qui provoque des réactions. Est-ce possible ? Cela vaut certainement la peine d'essayer. »
Noam Chomsky

« Avec ce concept de politique simultanée, John Bunzl a trouvé une pièce importante du puzzle que peuvent utiliser les gouvernements du monde entier pour faire face aux pressions exercées par des marchés de plus en plus intégrés. ... C'est peut-être l'une des rares méthodes viables permettant de combler le fossé qui nous sépare de l'ère de la durabilité. »
Matthias Hoepfl *Politische Oekologie*, Munich, Allemagne

"...des idées qui provoquent des réactions et qui pourraient transformer le monde.»
Prof. Charles Derber Département de sociologie, Boston College, MA, USA.